

Au-delà du "spontanéisme"
et du "bolchevisme"

ORGANISER LE COURANT MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE



La construction d'un nouveau parti révolutionnaire passe par la rupture avec les conceptions héritées de la III^e Internationale stalinisée et par le rejet des succédanés maoïstes.

Les positions que nous exposons ici — de façon très schématique — nous ne sommes pas seuls à les défendre. Dans les organisations révolutionnaires actuelles, ainsi que dans la gauche du P.S.U., à la C.F.D.T., à l'Ecole Emancipée, dans des sections syndicales, dans des comités de lutte ou de base, des militants expriment des idées, avancent des propositions, tracent des perspectives qui vont dans le même sens.

Ce qui est exprimé souvent de façon fragmentaire, nous avons trouvé nécessaire d'essayer de le formuler globalement.

Nous ne pensons pas que le parti révolutionnaire de demain se formera par le développement arithmétique de tel ou tel groupe. Mais nous estimons urgent de faire un premier pas vers l'organisation du courant marxiste révolutionnaire.

C'est le but de ce document. Il se présente donc comme un ensemble de BASES DE DISCUSSION que nous proposons à tous les militants qui jugent un tel débat utile et nécessaire.

Nous publierons prochainement deux autres brochures, l'une sur « Les luttes des travailleurs et les syndicats », l'autre sur « La révolution culturelle et la nature du régime maoïste ».

Nous inviterons les camarades extérieurs à notre groupe à participer aux discussions de préparation de ces textes.

**GROUPE MARXISTE
POUR LE POUVOIR DES CONSEILS DES TRAVAILLEURS.**

JUIN 1971

I - La crise de la société capitaliste

1. — A l'Est comme à l'Ouest, la lutte pour le socialisme est de nouveau à l'ordre du jour. Au cours des trois dernières années, le mouvement de mai 68 en France, les luttes sociales en Italie et en Angleterre, l'insurrection de la Baltique et la grève généralisée en Pologne, sont venus confirmer que le prolétariat n'est nullement une « catégorie » en voie de désagrégation, mais la seule classe capable d'assumer les tâches de transformation révolutionnaire de la société.

2. — Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la reprise de l'expansion économique en Occident dérouterait les prévisions de tous ceux — des bureaucrates staliniens aux révolutionnaires trotskystes — qui avaient prophétisé le déclin inexorable du capitalisme et l'imminence d'une crise catastrophique de l'économie.

Dans les dernières années 50, le puissant redressement effectué par le capitalisme des pays avancés et la course harassante qu'il imposait à l'U.R.S.S. et aux Démocraties Populaires, provoquaient une première révision de l'idéologie « soviétique ». Kroutchev, abandonnant les rigueurs du stalinisme, annonçait aux Russes et aux citoyens d'Europe orientale la venue prochaine d'un « communisme beurré », assurait que le capitalisme serait surclassé dans la marche vers une société de bien-être et que le passage au socialisme s'effectuerait désormais par des moyens pacifiques.

Le spectre de la 3^e guerre mondiale était exorcisé et la marche de tous les peuples vers le socialisme, garantie par la supériorité exemplaire attribuée à la planification étatique, devenait une simple question de temps.

A la même époque, le capitalisme occidental produisait une idéologie symétrique. Portés à l'optimisme par les succès des politiques économiques d'inspiration keynésienne, les idéologues occidentaux construisirent la représentation fabuleuse d'un monde capitaliste ayant définitivement maîtrisé ses contradictions dans les états avancés et capable, grâce à une politique appropriée de développement, d'arracher les pays du Tiers Monde à leur misère pour les introduire dans le concert des nations prospères. Il n'était que de travailler avec application et d'attendre pour que le capitalisme des harmonies universelles prenne forme.

L'idéologie kroutchevienne du stalinisme utopique et l'idéologie bourgeoise-keynésienne du capitalisme utopique, apparemment opposées mais au

fond identiques dans la mesure où l'une et l'autre faisaient de l'acceptation du travail salarié et de l'impératif de l'accumulation leur dogme suprême, cherchaient à s'imposer aux masses du monde entier par des moyens de propagande écrasants.

Sur le plan mondial, l'équilibre des armements atomiques, la politique de coexistence, semblaient favoriser non seulement le maintien du « statu quo », mais la collaboration entre les Deux Grands, assumant d'abord chacun dans sa zone, puis les deux ensemble, la direction des affaires internationales, s'associant pour atténuer les tensions, étouffer les révoltes, assurant donc une sorte de normalisation à l'échelle de la planète.

C'est dans ce cadre qu'on assista alors à la renaissance d'une perspective réformiste, en même temps que se précisait l'évolution des partis « communistes » du stalinisme vers le néo-réformisme.

Les révolutionnaires qui n'avaient que trop souvent fondé leurs espoirs sur la perspective — présentée comme la pierre de touche du marxisme — d'une catastrophe inévitable de l'économie capitaliste, ne semblaient plus que des esprits chimériques enfermés dans des rêves anachroniques.

3. — Le marxisme ne projette pourtant pas la vision d'une décadence inexorable et d'un effondrement nécessaire de la société d'exploitation. Les meilleurs continuateurs de Marx le savaient bien qui, prenant leurs distances aussi bien vis-à-vis du révisionnisme de type bernsteinien que des « orthodoxies » kautskystes ou des divers courants luxembourgistes, avaient dépassé l'opposition entre les thèses de l'adaptation graduelle et nécessaire du capitalisme et celles de l'effondrement inévitable du système. Dès l'époque de la première guerre mondiale, Lénine, Boukharine et d'autres, avaient posé que le système impérialiste produit en même temps et inséparablement des contradictions qui le minent et — pourvu que les classes et les peuples exploités lui en laissent la possibilité — des correctifs qui tendent à le consolider temporairement jusqu'à ce que les contradictions intrinsèques au mode de production capitaliste réapparaissent, portées à un autre niveau par le processus d'auto-transformation qu'accomplit la société d'exploitation.

C'est cette représentation dialectique du mouvement historique que décrit le système capitaliste qui reçoit aujourd'hui sa confirmation de l'événement. Les luttes de classes qui surgissent et s'amplifient dans les métropoles impérialistes, parmi les peuples assujettis et dans les pays de l'Est, montrent les limites de la consolidation des divers régimes d'exploitation et démasquent la violence des contradictions sous-jacentes qui s'y étaient accumulées tout au long de la période de restructuration qu'ils viennent de parcourir.

4. — En Occident, l'intervention de l'Etat et les mécanismes d'auto-régulation mis en place ont permis d'éviter la répétition des crises classiques entraînant chômage massif, baisse brutale des salaires, blocage de l'économie, chute de la production. Mais la classe dirigeante est incapable d'unifier son système à l'intérieur du « monde libre » ; elle ne peut ni supprimer les redoutables inégalités de développement au sein même de la zone industrialisée, ni atténuer les énormes disparités régionales et locales, ni empêcher la répétition des crises monétaires et du cycle inflation-réces-

sion, ni combler le fossé qui sépare les pays avancés du Tiers Monde. Cela signifie, en dernière analyse, qu'elle est incapable de maîtriser la croissance des forces de production, qu'une planification de cette croissance à l'échelle mondiale est impossible sous le système actuel et que les conséquences sociales et politiques du développement échappent à son contrôle.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les besoins de la reconstruction dans les territoires dévastés, le remplacement et la modernisation des équipements usés et vieillissants, ainsi que le bouleversement des techniques déterminé en grande partie par la guerre elle-même, ont créé les conditions d'un redémarrage de l'économie. Une nouvelle phase d'expansion s'est ouverte.

C'est dans les zones déjà industrialisées du monde que ce développement a connu ses taux les plus forts. Au cours de cette phase, ce ne sont pas les exportations de marchandises et de capitaux vers les pays arriérés qui ont été le principal moteur de la croissance. Dans le cadre de la concurrence et du profit, mais aussi de l'action stimulante et régulatrice de l'Etat, le capital a trouvé de grandes possibilités d'investissement dans les pays avancés où la productivité du travail est devenue particulièrement élevée. L'impérialisme a considéré les pays sous-développés essentiellement comme source de matières premières et de plus-value nourrissant l'accumulation des monopoles, même si l'aide technique, économique et militaire accordée à de nombreux états du Tiers Monde coûte des sommes croissantes à l'ensemble des pays avancés.

On pourrait dire, en simplifiant, qu'au développement en direction des zones périphériques du capitalisme a fait suite un développement centré sur les zones avancées où, par ailleurs, l'intensification de l'accumulation accélère, dans certains pays, la liquidation des archaïsmes agricoles, industriels et commerciaux.

Cette croissance de la production s'accompagne d'une véritable révolution technologique qui augmente d'une manière sans précédent l'importance du capital fixe. Il ne s'agit pas simplement de la continuation de la tendance séculaire à l'élévation de la composition organique du capital. L'accélération que la révolution technologique imprime à ce processus, en particulier au moyen de l'automatisation, lui donne, d'ores et déjà, une signification qualitativement différente par ses conséquences au niveau des structures sociales et de la lutte des classes.

Il est vrai que l'élévation de la composition organique du capital n'a pas créé jusqu'ici une extension du chômage allant jusqu'à l'apparition d'une véritable armée industrielle de réserve. Mais ce danger, combattu continuellement par tout un ensemble de mesures officielles, n'a pu être écarté que grâce au maintien de rythmes de croissance élevés.

Au point où en est arrivé le développement de l'appareil productif capitaliste, la poursuite de la croissance implique une accentuation continue du processus de concentration et de rationalisation, et par conséquent d'augmentation du capital fixe et de révolution technologique. Dans ces conditions, le système doit chercher à élever toujours davantage les rythmes de l'expansion à la fois pour éviter le chômage généralisé et pour satisfaire, ne serait-ce que partiellement, les besoins de consommation continuellement suscités par le développement lui-même.

L'accélération du développement ne peut s'opérer sans porter en même temps les contradictions du système à un tel degré d'acuité qu'il en découle un rapport qualitativement nouveau entre les classes sociales antagonistes, un état de crise à tous les niveaux de la société, l'ouverture, par conséquent, d'une période au cours de laquelle le socialisme peut devenir l'objectif concret de la lutte du prolétariat et des masses opprimées.

Cependant, la « fuite en avant » du capitalisme ne peut pas être assimilée à l'emballlement d'un moteur conduisant à la panne fatale. Dans la mesure où le processus historique est le produit de l'action des classes sociales et non de lois objectives auxquelles les hommes seraient mécaniquement soumis, le socialisme n'est pas inéluctable.

Dans la période historique que nous vivons, il dépend avant tout de la capacité des travailleurs des pays industrialisés à se constituer en classe, c'est-à-dire en force révolutionnaire luttant consciemment pour renverser le système. Il dépend par là-même de la capacité de l'avant-garde politique à rompre avec les conceptions héritées de la III^e Internationale stalinisée, à renoncer aux succédanés maoïstes et tiers-mondistes — aussi sécurisants soient-ils — à dégager du mouvement réel des masses le contenu même du socialisme, à apparaître véritablement comme la fraction la plus résolue de la classe, celle qui, « n'ayant point d'intérêts qui la séparent de l'ensemble du prolétariat », se donne pour but essentiel d'aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience politique et à développer leur auto-organisation, à transformer ainsi la lutte de classe en combat pour le pouvoir socialiste.

L'approfondissement des contradictions de la société d'exploitation n'est pas synonyme de crise révolutionnaire ; d'autre part, la victoire du prolétariat au cours d'une telle crise dans un pays ou un groupe de pays, n'est pas garantie. L'humanité peut aussi bien accéder à un nouveau type de civilisation — le communisme — que connaître une forme nouvelle de société d'exploitation à la suite d'échecs répétés, de défaites sanglantes des forces révolutionnaires.

A l'étape présente, l'approfondissement des contradictions du système se manifeste aussi bien au niveau de l'activité productive, sociale et culturelle qu'au niveau de l'Etat et des institutions, ainsi que dans les rapports entre impérialisme et Tiers Monde.

5. — La poursuite de l'expansion exige l'intensification de l'exploitation du travail. A la résistance des travailleurs, les capitalistes ne peuvent répondre qu'en accélérant la concentration et la rationalisation. Les concessions sur les salaires ont pour contre-partie l'augmentation de la productivité. L'esclavage industriel se renforce : conditions de travail, transferts, déclassés, licenciements, recyclages, chômage « technologique », chômage des jeunes, création d'un sous-prolétariat immigré. L'expansion tend ainsi à susciter elle-même des revendications et des luttes portant sur les conditions et l'organisation de l'activité productive. Sur le terrain des salaires, les revendications anti-hiérarchiques, de plus en plus fréquentes, s'attaquent à la logique même du système. En réalité, c'est une crise profonde du système du salariat lui-même qui s'annonce, crise dont les racines objectives se trouvent dans les transformations que subit le travail dans les entreprises les plus modernes. Dans la mesure où les rendements et la productivité y dépendent de moins en moins des capacités personnelles de l'ouvrier et de

plus en plus d'indices technico-organisationnels, le lien entre les différences de productivité des travailleurs et les inégalités de leur rémunération se trouve rompu et les hiérarchies salariales apparaissent comme arbitraires. La voie est ouverte pour que les inégalités de salaires soient comprises pour ce qu'elles sont : non pas la « juste rémunération » de « capacités » ou « d'efforts » inégaux, mais un mode de répartition du produit social qui est seulement nécessaire à une société d'exploitation dans la mesure où il exprime et reproduit continuellement l'étagement social — et du même coup les mentalités et les conduites conformes — indispensables à la pérennité d'un ordre capitaliste.

La poursuite de l'expansion engendre ainsi une riposte qui tend à mettre en cause les structures de l'entreprise et le pouvoir patronal. Elle crée les conditions d'un approfondissement de la lutte de classes.

6. — Le développement actuel du capitalisme détermine à la fois un processus de prolétarianisation de la société et une modification rapide de la composition des classes. La tendance à la réduction relative du nombre d'ouvriers manuels dans les pays avancés s'accompagne d'une très forte augmentation des couches d'employés, techniciens et travailleurs intellectuels. La position dans la production et la société des employés et des agents techniques ne diffère pas essentiellement de celle des ouvriers. La position des travailleurs intellectuels — techniciens supérieurs, enseignants, chercheurs, etc. — est différente. Parce qu'ils détiennent un certain savoir, les travailleurs intellectuels se trouvent dans une certaine mesure objectivement associés à l'organisation de l'économie et des institutions. Mais le mouvement même du capitalisme, en soumettant les diverses catégories de travailleurs intellectuels aux besoins de la société d'exploitation, tend à détériorer leur situation privilégiée — rentabilisation et parcellisation du travail, déqualification, recyclage, insécurité de l'emploi — et crée les conditions de leur critique et de leur intervention de masse dans la lutte sociale, alors que par le passé ces catégories, inexistantes ou infiniment moins importantes, étaient parfaitement intégrées et que seuls des individus rejoignaient, comme « compagnons de route », la lutte des ouvriers.

Le prolétariat moderne se renforce de nouvelles couches en voie de prolétarianisation. Le mouvement du capitalisme met ainsi le producteur collectif de la société en mesure de porter la lutte dans des secteurs et à des niveaux où régnait autrefois la paix sociale.

7. — Le développement du capitalisme accentue les tensions, les déséquilibres, l'insatisfaction en suscitant dans tous les domaines des besoins qu'il est incapable de satisfaire. Les « groupes » sociaux les plus défavorisés jusqu'ici parce que subissant des conditions d'oppression particulières, supplémentaires pour ainsi dire, sont aujourd'hui les plus sensibles aux transformations en cours. De l'insatisfaction à la révolte, il n'y a qu'un pas : la jeunesse le franchit.

La « crise de la jeunesse » est aussi celle de la jeunesse ouvrière : refus des idées traditionnelles, désintérêt vis-à-vis des institutions officielles, et même semi-officielles (partis et syndicats traditionnels), hostilité aux contraintes de toute nature, de la famille à la police en passant par le service militaire.

Les jeunes travailleurs vivent désormais dans un climat de changements constants au niveau de la formation, du travail, du logement, des loisirs. L'âge ne garantit plus aujourd'hui ni une plus grande compétence dans le métier ni une plus grande expérience de la vie ; les changements continus dans la vie productive et ailleurs ne cessent d'infliger des démentis aux idées fondées sur l'habitude. Dans l'industrie, l'évolution des méthodes et des techniques conduit à la destruction des professions. L'interchangeabilité des ouvriers dans une même usine, le déclin rapide d'une foule de professions, le développement brusque des besoins dans des branches nouvelles, créent un sentiment d'insécurité, d'angoisse devant l'avenir. En même temps, la disparition de la conscience professionnelle, de la tradition ouvrière dans le mode de vie font que le jeune travailleur est bien moins préparé que son père à accepter la condition qui sera la sienne dans la production. Entre sa formation technique, la culture générale qu'il reçoit à l'école mais aussi à travers la télé, le cinéma, entre les besoins que suscite en lui l'offre obsédante de produits et services de toutes sortes, entre les habitudes d'indépendance qu'il contracte avant de se mettre à travailler d'une part, et l'état de dépendance qui va être le sien « pour toujours » à l'usine ou au bureau d'autre part, le contraste est insupportable. D'où le rôle joué par les jeunes travailleurs à l'avant-garde des luttes, leur réceptivité nouvelle aux idées révolutionnaires, bien souvent véhiculées par les étudiants.

8. — La révolte des étudiants, alimentée par les causes les plus générales de la « crise de la jeunesse », découle plus précisément de la contradiction entre l'élévation du niveau culturel, indispensable au fonctionnement du système, et les possibilités que ce dernier donne d'utiliser les connaissances, d'exercer les capacités acquises ; entre l'offre professionnelle, soumise aux besoins mouvants de l'économie, et la demande, inadéquate à cette offre ; entre le rôle que la société réserve à cette main-d'œuvre qualifiée, rôle d'exécutant contribuant au bon fonctionnement du système, et les aspirations de la majorité des étudiants, « intellectuels en formation » qui répugnent à accepter le type d'intégration proposé, qui sont amenés à se poser ainsi le problème de la finalité de leurs études, de la culture dans la société actuelle. D'où la politisation de larges secteurs du monde étudiant, qui remettent en question non seulement les structures de l'enseignement et la fonction de la culture, mais les bases mêmes de la société ; d'où la diffusion des idées révolutionnaires et internationalistes dans un milieu désormais objectivement soumis aux contraintes du système.

9. — Pour assurer et régulariser la croissance de l'économie, pour mieux contrôler la société à tous les échelons, l'Etat étend son intervention. Cette évolution du rôle de l'Etat — de gendarme à gérant — a entraîné la transformation de l'Etat lui-même. Alors que l'appareil étatique proprement dit a développé ses fonctions, les institutions représentatives (parlement, municipalités, etc.) ont perdu progressivement leur substance et leurs pouvoirs.

Le pouvoir politique opère actuellement au moyen d'une haute bureaucratie étatique dotée d'attributions étendues et travaillant en coopération étroite avec la haute bureaucratie du secteur privé. Il obtient l'adhésion formelle de la population — « les citoyens » — par des consultations électorales de type plébiscitaire dont la célébration est désormais l'une des

tâches essentielles de ces institutions semi-officielles que sont devenus les partis politiques traditionnels.

Une telle évolution a des conséquences contradictoires. D'une part, elle renforce l'efficacité du système, le rationalise. D'autre part, elle augmente encore la distance qui sépare le pouvoir de la population travaillante, rend ainsi explosives les tensions sociales et politiques, ôte à peu près tout crédit aux promesses électorales des candidats, suscite, surtout chez les jeunes, l'indifférence et la non-participation aux diverses pseudo-activités civiques officielles. En se transformant en pivot de toutes les activités, l'Etat devient, aux yeux de la population, le centre dont dépend la solution de tous les problèmes : salaires, horaires, retraite, enseignement, formation professionnelle, transports, logement, santé, loisirs. Il renforce ainsi les conditions de sa propre critique : toute revendication, toute activité sociale, culturelle et même « privée » se heurte désormais aux cadres imposés par le pouvoir, renvoie donc à la question de la nature et des buts de ce pouvoir. La mutilation permanente contre laquelle se dressent les travailleurs, les contraintes, les irrationalités contre lesquelles se révoltent les jeunes n'apparaissent plus comme la conséquence inéluctable de lois économiques abstraites, de nécessités techniques impératives, ou encore comme des simples séquelles d'une situation désormais dépassée ; le caractère des décisions du pouvoir se dévoile, ce sont bien les décisions de la classe dominante.

10. — L'intervention de l'Etat dans l'économie est un phénomène irréversible. D'une part, le volume croissant des investissements exigé à la fois par les progrès technologiques et par les impératifs de la concurrence, ne peut être atteint sans cette intervention qui permet d'opérer, par divers mécanismes économiques et fiscaux, les transferts nécessaires de plus-value aux secteurs concernés. D'autre part, par les commandes à l'industrie, en particulier dans la branche des armements, par le maintien ou l'extension du secteur public et des sociétés mixtes, ainsi que par le contrôle des revenus, et donc de la consommation, l'Etat assure une régulation dont l'économie ne peut plus se passer et qu'aucun autre organisme n'est capable d'assumer.

Le processus de concentration du capital, ainsi que la pression fiscale exercée par l'Etat à la fois pour soutenir ce processus et pour augmenter les ressources destinées au fonctionnement de son propre appareil, condamnent à la ruine, à plus ou moins long terme, la petite et moyenne bourgeoisie, ainsi que les petits paysans. Mais si la tendance interventionniste de l'Etat devait s'amplifier sans cesse, ses propres besoins en plus-value deviendraient tels que cette intervention ne serait réalisable qu'en portant atteinte aux intérêts des monopoles eux-mêmes. En effet, ne pouvant pas — pour des raisons économiques, sociales et politiques évidentes — intensifier sans limite l'extraction de plus value opérée sur la population travaillante, l'Etat serait poussé à empiéter sur le domaine du grand capital, à la fois par une taxation croissante des bénéficiaires et par l'incorporation au secteur public de branches d'activité produisant des profits élevés. Il s'affirmerait ainsi dans les faits une évolution du système vers le capitalisme d'Etat. Cette évolution rencontrerait cependant de telles résistances au

sein même des couches capitalistes qu'elle ouvrirait nécessairement une période de crise aiguë au niveau des structures du pouvoir.

A l'heure actuelle, l'intervention de l'Etat répond aux besoins du grand capital auquel il se trouve organiquement lié. Mais cette intervention n'est pas simplement un « facteur de croissance » et un moyen de régulation ; elle se manifeste dès maintenant comme source de déséquilibres et d'antagonismes au sein de la classe dominante et des catégories sociales dont l'existence repose sur la production privée.

II - La crise des états bureaucratiques

11. — Dans les pays appartenant au bloc bureaucratique, le développement des forces productives crée aussi un état de crise, qui se manifeste à la fois dans les rapports entre les classes, dans les structures économiques et dans les relations entre états.

L'U.R.S.S. et les pays de l'Est sont des sociétés d'exploitation. Les moyens de production y appartiennent à l'Etat. L'Etat appartient en fait, sinon en droit, à une bureaucratie économique et politique exerce les fonctions dirigeantes. Les travailleurs ne possèdent rien d'autre que leur force de travail, qu'ils échangent contre un salaire payé par l'Etat, c'est-à-dire la bureaucratie. La bureaucratie dispose de la plus-value produite par les travailleurs, décide de sa répartition suivant une planification établie par elle-même, fixe le niveau des salaires. La situation du producteur à l'usine ou au bureau vis-à-vis de son travail, du produit, des systèmes de rémunération, de la hiérarchie est fondamentalement la même que celle du producteur dans les pays capitalistes.

La classe ouvrière est privée de toute possibilité légale d'intervention dans la gestion de la société, et même de toute possibilité légale d'auto-défense. Elle n'a ni le droit de se mettre en grève ni celui de manifester. Les syndicats, intégrés à l'appareil d'Etat, ont pour fonction de pousser les travailleurs à augmenter la productivité. Quant aux partis « communistes », par leur structure hiérarchisée comme par leur programme et leurs fonctions dirigeantes, ils constituent l'outil politique de la classe bureaucratique au pouvoir.

Dans un tel cadre, les rapports entre la classe ouvrière et la classe bureaucratique dirigeante ne peuvent être que des rapports de violence. L'opposition des travailleurs ne s'exprime, en période « normale », que par leur sourde résistance à la productivité, aux directives reçues hiérarchiquement, et par leur indifférence face aux activités politiques officielles. Lentement accumulé, le mécontentement explose périodiquement en grèves ou manifestations spontanées, illégales et rapidement violentes.

Les grèves insurrectionnelles d'Allemagne Orientale en 1953, le mouvement polonais de 1956, la révolution hongroise, l'insurrection de la Baltique en décembre 70, ont mis en lumière l'antagonisme irréductible entre le prolétariat et la bureaucratie au pouvoir, l'opposition des intellectuels et des étudiants au système totalitaire en place. En U.R.S.S. même, cet

antagonisme et cette opposition ne se manifestent encore que de manière sporadique ; mais la fréquence des « arrêts de travail » d'une part, la contestation dans les milieux universitaires et scientifiques d'autre part, ainsi que la crise de la jeunesse, l' « hooliganisme », l'indifférence politique, les « critiques démagogiques » dont font état les cadres officiels et la presse, l'abandon des tentatives de libéralisation, témoignent de la gravité des tensions sociales et politiques.

12. — Ni en U.R.S.S. ni dans les Démocraties Populaires, les tentatives pour atteindre une production massive de biens de consommation n'ont été couronnées de succès ; le niveau de vie des travailleurs ne s'est pas sensiblement amélioré ces dernières années.

La bureaucratie dirigeante n'est pas parvenue, en effet, à modifier profondément la politique économique qui a caractérisé pendant des dizaines d'années tout le bloc dit socialiste.

Dans ces pays, l'étatisation et la planification ont permis de concentrer l'effort de développement sur les secteurs de base. Partant d'un niveau relativement bas et disposant d'énormes ressources naturelles et humaines, ces états ont connu, dans une première étape, un taux d'expansion spectaculaire. Rythme d'accumulation très élevé — de l'ordre de 25 % du revenu national — et niveau de consommation très bas ont caractérisé cette période. L'industrialisation extensive et la priorité absolue accordée aux biens de production ont eu pour résultat un développement accéléré, mais aussi une disproportion marquée entre les deux secteurs de l'économie : biens de production et biens de consommation.

Vers les années 50, ces pays se trouvèrent confrontés aux problèmes de la croissance par voie intensive, c'est-à-dire à la nécessité d'augmenter le revenu national non plus par l'installation indéfinie de nouvelles unités de production, mais par la modernisation et la pleine utilisation des équipements existants, ainsi que par le développement des secteurs de pointe. L'augmentation de la productivité du travail et de la qualité des produits passait au premier plan, non seulement dans l'industrie, mais également dans l'agriculture, dont les rendements demeuraient très faibles. La pression du prolétariat et de la paysannerie devenait de plus en plus forte. Pour désamorcer les conflits de classe toujours menaçants, pour remédier au ralentissement de la croissance, aux blocages et aux gaspillages découlant de structures conçues en vue de l'industrialisation extensive, il fallait, par des réformes en profondeur, obtenir à la fois une augmentation rapide des biens de consommation et une accélération considérable du rythme de formation du capital afin d'assurer les investissements nécessaires au développement intensif. La pièce maîtresse des réformes était, parallèlement à la décentralisation et l'autonomie des entreprises, l'introduction de mécanismes de rentabilité, de profit et de concurrence.

Les événements de décembre 70 en Pologne, les hésitations de l'U.R.S.S. elle-même à s'engager franchement dans la voie des réformes économiques, témoignent des difficultés qu'éprouvent ces régimes à transformer rapidement des structures inadéquates au développement d'une économie avancée.

Les réformes semblent se heurter à la résistance de l'appareil politique proprement dit. Non sans raison. Il est apparu, en effet, dans les Démocraties Populaires surtout, qu'il est très difficile, sinon impossible, de réformer, de « libéraliser » l'économie sans ouvrir une discussion, ne serait-ce que dans les milieux de la bureaucratie économique, sur les problèmes généraux qui se posent à la société, et qu'il est tout aussi difficile de limiter cette discussion aux cercles dirigeants, car les masses sont directement concernées par les objectifs et par les conséquences sociales des réformes. On a vu en Tchécoslovaquie comment la critique et la discussion au sein même de l'appareil ont finalement ouvert la porte à une critique des masses portant sur le système bureaucratique en tant que tel. D'autre part, l'application systématique des réformes, en augmentant les pouvoirs des directeurs, en accroissant la productivité du travail, en accentuant les différences sectorielles et salariales risque de susciter de nouvelles tensions dans tout le corps social, de renforcer les antagonismes des classes, même si elle devait permettre la réalisation de la « société de consommation » que Kossyguine vient de promettre pour 1985.

A l'heure actuelle, face à la pénurie relative de capitaux d'une part, aux difficultés que rencontrent les réformes d'autre part, les régimes bureaucratiques semblent compter de plus en plus sur la collaboration économique avec l'Occident capitaliste pour obtenir — sous forme d'achats, de crédits ou encore d'investissements de capital étranger dans certaines industries — une partie importante des équipements nécessaires. Cela ne signifie pas que les réformes seront purement et simplement abandonnées. Car le problème posé par l'inadéquation des structures économiques et politiques héritées du stalinisme aux tâches du développement intensif reste entier. Et la collaboration économique avec l'Occident ne peut que le rendre plus aigu.

III - Les relations entre les deux blocs

13. — La relance actuelle de la collaboration Est/Ouest correspond à moyen terme aux intérêts des deux parties. Alors que l'expansion commence à s'essouffler, la pénétration dans les marchés de l'Est apparaît aux dirigeants occidentaux comme le principal moyen de provoquer un nouveau démarrage, et d'atténuer ainsi l'acuité des tensions dans leur propre zone. A leur tour, les pays bureaucratiques espèrent que la collaboration économique et technique avec l'Ouest leur permettra de résoudre les difficultés de la croissance intensive.

Le développement massif des échanges entre l'Est et l'Ouest ferait pourtant apparaître rapidement de nouvelles contradictions. D'une part, en effet, il tendrait inévitablement à intégrer les pays bureaucratiques dans l'ensemble économique capitaliste ; il exigerait par là même des transformations internes du système bureaucratique allant bien au-delà des réformes actuelles et mettant en cause les structures politiques elles-mêmes. D'autre part, dans la mesure où les principales Démocraties Populaires et l'U.R.S.S. sont déjà des pays industriels avancés, leur intégration placerait les économies occidentales — sans doute après une première

phase de relance de l'expansion — devant d'énormes problèmes, ne serait-ce que dans le domaine de la concurrence, et conduirait à une aggravation de leurs difficultés.

Loin de représenter un élément de stabilisation et de paix sociale, l'intégration Est/Ouest ne peut être qu'une source de nouveaux déséquilibres, qu'un facteur de crise sociale et politique.

14. — La vision idyllique répandue au début des années 60 par les Kennedy et Kroutchev — le développement harmonieux des peuples et des nations sous le patronage des Deux Grands — est démentie quotidiennement par la violence explosant partout dans le monde.

Il ne s'ensuit pas que la politique de coexistence soit morte et qu'une aggravation de la situation internationale doive conduire à plus ou moins longue échéance vers une troisième guerre mondiale entre les U.S.A. impérialistes et l'U.R.S.S. « socialiste ».

Le développement des relations Est/Ouest d'une part, le rôle contre-révolutionnaire qu'assument sur le plan mondial les Etats-Unis et l'U.R.S.S. d'autre part, excluent une telle perspective.

Il n'apparaît pas non plus que la Chine Populaire puisse se trouver engagée dans une guerre avec l'un ou avec l'autre.

L'hypothèse selon laquelle l'U.R.S.S. aurait intérêt à écraser le « nouveau centre de la révolution mondiale » est absurde. Elle l'est d'abord parce que si la Chine encourage et utilise certains mouvements révolutionnaires dans les zones contrôlées par ses adversaires, sa politique internationale découle en réalité de ses intérêts de puissance et non des besoins de la révolution mondiale, comme le prouve son appui à des régimes archi-réactionnaires, celui du Pakistan par exemple.

Elle est absurde ensuite parce que l'antagonisme entre les deux états n'est pas un conflit de classe : dictature de la bureaucratie à Moscou, dictature du prolétariat à Pékin. Il y a, au contraire, une identité profonde entre les structures économiques, sociales et politiques des deux régimes, bien qu'ils aient été instaurés dans des conditions historiques différentes et se trouvent à des niveaux différents de développement.

Quant à une attaque américaine contre la Chine, il est évident qu'elle exigerait, pour être efficace, l'emploi d'armes nucléaires. Le bombardement atomique de la Chine, même limité, pourrait entraîner une intervention de l'U.R.S.S. Mais même en excluant cette intervention, ses conséquences ne renforceraient nullement la position des U.S.A. Une telle attaque provoquerait sans conteste une crise violente dans la société américaine elle-même ; elle pousserait à la révolte anti-yankee un grand nombre de peuples du Tiers Monde, détériorerait profondément les rapports entre les U.S.A. et ses alliés, pourrait créer une situation pré-révolutionnaire au Japon. Mais, surtout, la neutralisation du potentiel militaire chinois ne suffirait pas pour que les troupes américaines puissent occuper la Chine, car, pas plus qu'au Vietnam, elles n'y trouveraient aucune force sociale décisive pour les appuyer.

Il apparaît que les dirigeants américains, face à l'échec du Vietnam, sont conscients des risques, et surtout de l'inutilité d'une telle entreprise,

et qu'ils tablent actuellement sur l'évolution du régime chinois et sur ses besoins pour établir avec ce vaste marché des relations se rapprochant progressivement de celles qu'ils entretiennent déjà avec l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires.

IV - La lutte des masses du Tiers Monde

15. — En soumettant les zones sous-développées à son exploitation, en les reliant au marché mondial, l'impérialisme a miné les bases du pouvoir des anciennes classes dirigeantes autochtones, a amplifié la lutte de classes, a créé les conditions pour que la révolte des masses dépasse le cadre limité du combat pour l'indépendance nationale.

C'est l'impérialisme qui a transformé le Tiers Monde en « zone des tempêtes ». Ses efforts acharnés pour conserver, par la répression et l'intervention armée, cette immense source de matières premières et de plus-value, n'ont finalement pour résultat que d'exacerber la lutte des masses contre sa domination, directe ou indirecte.

Le contenu révolutionnaire des mouvements de libération nationale et sociale dans le Tiers Monde ne découle pas seulement de ce qu'ils visent à bouleverser les structures et les rapports traditionnels, à arracher ces pays au sous-développement ; il découle essentiellement de la nature même des forces sociales qui apparaissent au cours de la lutte, ainsi que des formes que prend leur intervention. C'est la mobilisation des classes sociales exploitées qui prend désormais le pas sur les réactions nationalistes de certains secteurs des bourgeoisies locales ; c'est la violence de masse qui l'emporte de plus en plus sur les tentatives réformistes et les politiques « évolutionnistes ».

Le contenu révolutionnaire de ces mouvements apparaît tout aussi clairement sur le terrain international. La lutte des masses du Tiers Monde se heurte à l'impérialisme, rétrécit ses bases, joue contre la « coexistence pacifique U.S.A./U.R.S.S. », engendre continuellement des situations mettant en danger leur politique commune de « normalisation », fait apparaître la contradiction entre la politique de grande puissance menée par la Chine et son prétendu rôle de leader des peuples opprimés, agit par conséquent comme un puissant facteur de déséquilibre et de crise.

En dévoilant le véritable visage de l'impérialisme, le rôle réel de l'U.R.S.S., les contradictions de la politique chinoise, en montrant la fécondité de la violence révolutionnaire, l'extraordinaire créativité des classes les plus exploitées, la lutte des masses du Tiers Monde contribue efficacement au processus de formation d'une avant-garde politique dans les pays les plus avancés.

16. — Le soutien aux mouvements révolutionnaires et anti-impérialistes du Tiers Monde ne se justifie donc ni par le simple fait qu'en se libérant ces pays pourront enfin s'industrialiser et créer ainsi les bases objectives de la révolution socialiste, ni par « l'obligation », pour les révolutionnaires, de combattre l'impérialisme.

L'existence d'un prolétariat est la condition même de la lutte pour le socialisme dans les pays sous-développés. Mais vouloir déterminer d'avance le niveau d'industrialisation à partir duquel cette lutte devient possible, est une absurdité.

La révolte des masses exploitées non prolétariennes n'est pas séparable, dans ces pays, de la lutte des ouvriers industriels. Et la lutte des classes dans le monde ne se réduit pas à une série de combats « en vase clos » ayant des significations différentes, voire opposées, selon le degré d'industrialisation de chaque zone.

Se limiter à dénoncer les crimes de l'impérialisme sans expliquer en même temps le contenu révolutionnaire des mouvements des masses dans le Tiers Monde, c'est avouer qu'il ne peut y avoir aujourd'hui d'objectif commun à ces masses et aux travailleurs des pays avancés.

Par contre, si on saisit leur portée internationale, si on considère le monde actuel comme une totalité où les différents secteurs — quel que soit leur stade de croissance et justement en fonction des différences de développement — réagissent les uns sur les autres, on comprend la lutte des masses du Tiers Monde comme partie intégrante d'un processus révolutionnaire mondial, et le soutien à cette lutte devient dès lors une tâche permanente pour l'avant-garde des pays avancés eux-mêmes.

17. — Le soutien à ces mouvements n'implique pourtant ni la défense inconditionnelle des régimes auxquels ils peuvent donner naissance à tel stade de la lutte et dans telle région du monde, ni l'appui aveugle à toute politique s'intitulant anti-impérialiste. Au contraire, comprendre et expliquer la véritable nature de ces régimes, les limites et les objectifs réels de telle ligne politique, de tel Front inter-classes, c'est la condition préalable à la définition d'une stratégie à laquelle puisse se référer l'avant-garde révolutionnaire de tous les pays, et en particulier des pays du Tiers Monde.

Le mouvement révolutionnaire et anti-impérialiste qui ébranle la zone sous-développée porte en son sein les aspirations de toutes les classes et groupes sociaux qui s'opposent à la domination du capital étranger et des anciennes couches dominantes autochtones.

Dans aucun pays du Tiers Monde, le prolétariat n'a été encore en mesure d'assumer la direction du mouvement des masses et d'instaurer un pouvoir socialiste.

La théorie de la révolution permanente ne prévoyait que deux issues pour les pays arriérés : le maintien de la domination des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie ou bien la dictature du prolétariat s'appuyant sur la révolte de la paysannerie. La première solution signifiait la permanence du sous-développement, la deuxième l'accomplissement des tâches démocratiques et le passage au socialisme. Trotsky admettait que certains de ces pays puissent ne pas être assez mûrs pour que le prolétariat s'empare du pouvoir. Dans ce cas : « La lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets, dirigés contre les masses travailleuses ».

Mais même dans les pays où les conditions existent pour que le prolétariat prenne la tête du mouvement des masses, la révolution reste un

maillon de la chaîne de la révolution mondiale. Cela ne signifie pas seulement qu'un régime prolétarien isolé ne peut pas construire le socialisme, mais aussi que les conditions de la révolution elles-mêmes ne se réduisent pas à de simples facteurs objectifs : degré de développement du pays, structure de la paysannerie, importance sociale du prolétariat, etc... Le niveau de maturation dépend aussi et de la situation du capitalisme mondial et de celle du mouvement révolutionnaire international.

Alors que le capitalisme surmontait la grande crise et la deuxième guerre mondiale sans provoquer de révolution dans les pays industrialisés, que le stalinisme bloquait pendant de longues années la progression de la théorie et de la pratique marxistes, que le prolétariat des pays avancés ne se manifestait plus comme force politique autonome, les ouvriers des pays sous-développés pouvaient difficilement atteindre le niveau de conscience et d'organisation nécessaires pour jouer un rôle dirigeant.

L'histoire des dernières décennies a montré que la réalisation de la révolution permanente ne pouvait pas être envisagée de manière mécanique, par une sorte d'automatisme de l'histoire. Si le prolétariat ne prend pas la tête des mouvements d'émancipation nationale et sociale des masses du Tiers Monde, le processus historique ne s'arrête pas pour autant.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la lutte anti-impérialiste a pris un contenu social révolutionnaire dans l'ensemble du Tiers Monde. Mais, dans tous ces pays, la direction du mouvement a été et continue d'être assumée par des formations politiques dont les états-majors, composés d'éléments issus en majorité de la bourgeoisie et de la paysannerie (cadres inférieurs de l'armée, intellectuels, fonctionnaires, techniciens, étudiants), se proposent de couper les liens avec l'impérialisme et de s'arracher au sous-développement par la voie de la planification et l'étatisation de l'économie.

Le mouvement révolutionnaire et anti-impérialiste a abouti ainsi, dans un certain nombre de pays, à la formation de régimes bureaucratiques (Chine, Cuba, Vietnam) qui, dans des conditions historiques différentes, réalisent certaines des tâches de la révolution démocratique bourgeoise et s'attachent à la construction de sociétés industrielles. Les transformations entreprises constituent un énorme progrès historique ; elles ne sont pas le socialisme. La même tendance est exprimée quant au fond, bien que dans un contexte social et politique fort différent, par des régimes du type algérien ou égyptien.

Cependant, la constitution de ces régimes ne met pas un point final au processus révolutionnaire.

Dans les pays du Tiers Monde où la classe ouvrière a déjà un poids social important — que ce soit sous un système bureaucratique ou sous un système bourgeois, ou encore sous un régime de capitalisme d'Etat limité — une autre étape s'annonce au cours de laquelle l'activité des masses pourra s'orienter vers des objectifs socialistes. Cette nouvelle étape — dont les luttes radicales des travailleurs d'Amérique Latine sont le prélude — résulte à la fois de la maturation des facteurs de crise dans ces sociétés elles-mêmes, et donc de l'expérience que les masses font des systèmes en place, de l'aggravation des contradictions dans la zone développée, de

la crise du stalinisme en tant qu'idéologie et mouvement, ainsi que de la renaissance, limitée, fragmentée, confuse encore mais réelle, d'un nouveau mouvement révolutionnaire international.

18. — En Chine, le parti « communiste » n'a pas été porté au pouvoir par une révolution au cours de laquelle le prolétariat créant ses propres organismes de lutte et de pouvoir aurait pris la tête du mouvement de l'ensemble des masses opprimées.

L'appareil politico-militaire maoïste s'est consolidé au cours de la guerre contre le Japon ; dans l'ébranlement général provoqué par cette guerre il est apparu comme l'état-major d'une armée à base paysanne combattant pour la libération nationale et les objectifs de la révolution démocratique que la bourgeoisie impotente avait été incapable de réaliser. Passant progressivement à l'étatisation des moyens de production, l'appareil dirigeant a assujéti la nation toute entière à la tâche de construire une civilisation industrielle. Pour arracher l'économie au sous-développement, le régime chinois, après avoir tranché les liens avec l'impérialisme, a entrepris une formidable transformation sociale. Mais le nouvel Etat, les nouvelles structures économiques et politiques échappent complètement au contrôle de la population travailleuse. L'élévation du niveau technique et culturel ne s'est opérée qu'en fonction des besoins d'une industrialisation au cours de laquelle l'appareil gestionnaire de l'économie et de l'Etat a été amené à exercer les fonctions d'une véritable classe dirigeante.

Les difficultés qu'a rencontrées cette industrialisation, les échecs successifs de la politique maoïste de développement forcé, le conflit avec l'U.R.S.S., ont été à la racine d'une crise au sein de l'appareil dirigeant, crise qui a trouvé son « expression » dans la « révolution culturelle ». Organisée et dirigée par une partie de l'appareil contre l'autre, la « révolution culturelle », au-delà de l'élimination des adversaires de Mao, visait à préparer les masses à un renforcement de l'austérité, à un redoublement de l'effort productif. Tel est le véritable sens de la dénonciation des « privilèges » des « intérêts matériels égoïstes », des idéaux bourgeois de consommation, entreprise par la fraction maoïste. Fer de lance du mouvement, les « gardes rouges », nourris, transportés et logés par les soins de l'Etat, se sont heurtés souvent à la résistance des ouvriers prenant la forme de grèves généralisées et de chocs armés. Il est vrai que le mouvement a fini par créer, à un certain moment, une situation presque chaotique : d'une part, les « gardes rouges » n'arrivaient pas à mater la résistance des travailleurs et des paysans, la production, les transports fonctionnaient difficilement, d'autre part certains « gardes rouges » et « rebelles », prenant au pied de la lettre la démagogie « révolutionnaire » des chefs maoïstes, étaient passés à une véritable démolition des organes de direction administrative et économique ; s'opposant à la restructuration entreprise par les maoïstes qui consolidaient les « comités révolutionnaires » (2/3 de membres du parti et de l'armée, 1/3 d'ouvriers et de nouveaux cadres), ils animèrent des communes qui — dans le Hou-Nan notamment — semblent avoir été des embryons de démocratie directe. Le chaos menaçant, la montée d'une opposition en voie de radicalisation déterminèrent alors l'intervention de l'Armée se posant en arbitre et rétablissant « l'ordre ».

L'idée que la « révolution culturelle » aurait été le résultat d'une pression des masses contraignant les maoïstes à détruire, à leur corps défendant, la bureaucratie a été définitivement infirmée par le dénouement du mouvement lui-même : trois ans de « révolution culturelle » se sont soldés par la restructuration de l'appareil bureaucratique dirigeant, dont le parti et l'armée demeurent les plus fermes piliers.

V - Socialisme et pouvoir des conseils

19. — L'état de crise de la société traduit l'incapacité du système à assurer un développement équilibré des forces de production, à maîtriser les luttes de classes et à satisfaire les besoins que crée son propre fonctionnement.

Le système capitaliste représente aujourd'hui un obstacle à la pleine utilisation des potentiels existants dans tous les domaines.

Dans l'activité productive, la division entre appareil de direction et masse d'exécutants, en étouffant les capacités créatrices de la majorité de la population, stérilise quotidiennement une somme colossale d'énergies qui, soit restent inemployées, soit s'investissent, partiellement, dans la résistance des producteurs aux impératifs de la production elle-même.

Ce qui se passe au niveau de l'activité productive se retrouve dans la société tout entière : dans le domaine de la culture ou de l'urbanisme, de la sexualité ou de l'éducation, des loisirs ou de la santé, la classe dirigeante mutile l'activité des hommes en l'asservissant aux buts du système. Mais la société d'exploitation ne se limite pas à gaspiller le travail humain, elle le retourne contre l'homme lui-même, aussi bien dans les bagnes déments où il produit que dans les villes absurdes où il consomme.

La nécessité du socialisme découle aujourd'hui des besoins des masses elles-mêmes, de la possibilité de les satisfaire qu'offre le potentiel productif, technique et scientifique, des entraves que le système crée continuellement à l'épanouissement de ce potentiel et à son application au service de la collectivité.

En bouleversant l'orientation de la recherche appliquée, le contenu même de la technologie, en mettant au service de la population les immenses possibilités de l'automation, la gestion socialiste transformera profondément l'activité productive ; elle permettra d'opérer une réduction radicale du temps de travail, de s'acheminer vers la disparition de la division entre travail manuel et travail intellectuel, vers l'abolition même de la séparation entre « travail » et « loisir » ; la gestion socialiste permettra d'entreprendre la déconcentration urbaine, de résoudre le problème des zones « déprimées » et des secteurs à trop dense implantation industrielle, en un mot de réaliser une transformation radicale du cadre de vie, de même qu'elle permettra de transformer la situation de la femme et celle de la jeunesse en suscitant l'apparition de rapports qualitativement différents de ceux que symbolisent aujourd'hui la famille et l'enseignement.

La société actuelle n'existe que parce que le prolétariat la fait exister : la classe travailleuse est le producteur collectif de la société moderne.

En accélérant le processus de prolétarianisation de la société, le capitalisme provoque lui-même l'apparition et l'extension de revendications et de formes de lutte et d'organisation qui expriment une critique radicale du système et une tendance vers la rupture avec ses institutions. Ce processus détermine simultanément l'entrée en lutte de nouvelles couches composées de travailleurs intellectuels qui, par leur place dans le fonctionnement de l'économie, des organismes de recherche et d'enseignement, constituent un élément désormais décisif du combat pour le socialisme aujourd'hui, de la gestion collective demain.

Si le prolétariat, dans cette nouvelle période où la société est entrée, parvient à se donner des structures politiques de classe, son projet révolutionnaire apparaîtra aux plus larges couches de la population comme la seule issue positive à la crise du monde moderne.

20. — Ce projet s'appuyera désormais sur deux bases fondamentales :

★ Le socialisme n'est pas l'étatisation de l'économie et de la vie sociale, l'exercice de la gestion par une couche de spécialistes séparée de la population. Il est avant tout la gestion des entreprises et de l'économie par les travailleurs organisés en conseils, car seule cette gestion peut assurer la transformation des rapports de production capitalistes en rapports de production socialistes, c'est-à-dire l'abolition de l'exploitation ; elle seule peut permettre une planification répondant aux besoins de la population.

★ La gestion de la production ne peut être assumée par le prolétariat que s'il détruit en même temps le pouvoir de la classe dirigeante — l'Etat — et exerce son propre pouvoir en remplaçant les organismes de direction de l'ancienne société par ses propres organismes : les conseils des travailleurs.

Le projet socialiste exige aussi bien le renversement du pouvoir capitaliste que du pouvoir de la bureaucratie.

De même qu'en Occident, le socialisme ne peut être instauré en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est que par la lutte du prolétariat. La révolution contre la bureaucratie sera une révolution sociale :

- elle brisera les rapports de production sur lesquels se fonde l'exploitation des travailleurs et les remplacera par la gestion collective ;
- elle brisera la dictature exercée par la classe dirigeante actuelle au moyen de l'Etat et du parti et donnera naissance à une nouvelle organisation soviétique s'appuyant sur les masses.

La gestion de la production et de la société par les travailleurs organisés en conseils n'est ni une invention des « ultra-gauches » ni une utopie.

C'est l'objectif pour lequel le prolétariat a commencé à lutter dès que la société est entrée dans la phase de grandes concentrations industrielles. C'est le contenu qu'il a essayé de donner lui-même au socialisme chaque fois que des crises révolutionnaires ont ébranlé la société : soviets et comités de fabrique dans la Russie de 1917, conseils ouvriers et comités d'usine de la révolution allemande de 1918-19, conseils ouvriers en Hongrie

en 1919, en Italie en 1920, comités d'usine et comités de milices de la révolution espagnole de 1936, conseils ouvriers hongrois et polonais de 1956, comités d'usine des insurgés de la Baltique dans la Pologne de 1970.

La complexité croissante de l'activité productive et des relations sociales ne constitue nullement un obstacle « technique » à l'exercice de la gestion par des conseils englobant la majorité de la population. C'est, au contraire, la monopolisation des fonctions dirigeantes par une couche restreinte d'individus qui, en provoquant un gonflement monstrueux de l'appareil de contrôle sur les exécutants et en excluant de la gestion les travailleurs manuels et intellectuels, seuls compétents, augmente les difficultés « techniques » de fonctionnement d'une société moderne.

Le socialisme des conseils — première étape vers le communisme, la société sans classes — ne créera pourtant pas une sorte de paradis où tous les problèmes seraient automatiquement résolus du seul fait de l'élimination des exploités. Le régime socialiste héritera des structures économiques et sociales produites par le capitalisme. La transformation de ces structures ne sera impulsée par aucun « automatisme ». Contrairement à la bourgeoisie qui étendit progressivement son système à l'intérieur même de l'ancienne société féodale, le prolétariat ne disposera pas, à la veille de la révolution, de structures socialistes, même embryonnaires, qu'il lui suffirait de développer ensuite. Le socialisme sera l'œuvre consciente des travailleurs résolvant, jour après jour, les immenses problèmes que posera la transformation révolutionnaire dans la zone où le régime socialiste aura été instauré, c'est-à-dire dans un ensemble de pays à niveau de développement inégal. La consolidation du pouvoir socialiste, l'extension internationale de la révolution, exigeront donc que le système des conseils prenne la forme d'une dictature révolutionnaire destinée à briser la résistance des classes et groupes sociaux conservateurs, ainsi que les tendances bureaucratiques qui se manifesteront inévitablement dans les organes de gestion.

VI - Syndicats et partis " ouvriers " bureaucratés

21. — Les organisations traditionnelles de la classe ouvrière — partis « socialistes » et « communistes », grandes centrales syndicales — ont cessé depuis longtemps de lutter pour le socialisme. Elles sont devenues des corps toujours mieux adaptés à un régime qu'elles cherchent simplement à aménager en fonction de leurs propres intérêts. La bureaucratie « ouvrière » veut améliorer le système d'exploitation, non le détruire, car sa destruction entraînerait la disparition des conditions sociales de son existence en tant que bureaucratie.

La formation de la bureaucratie « ouvrière » résulte de la croissance des organisations des travailleurs qui a accompagné celle de la grande industrie.

C'est la croissance du mouvement ouvrier qui a engendré une couche spécifique de permanents, de fonctionnaires politiques et syndicaux ayant pour métier de représenter les travailleurs. Les tâches toujours plus vastes

d'organisation et de coordination ont été résolues d'après le modèle capitaliste : structure hiérarchisée, division entre dirigeants et base.

Ce processus de bureaucratisation a mis ainsi en évidence que la tendance du prolétariat à se constituer en force autonome, à s'auto-diriger, était continuellement contre-balancée par la tendance à accepter les modèles propres au système capitaliste : les travailleurs ne sont pas parvenus à assumer en permanence la gestion de leurs propres luttes.

Le renforcement de la bureaucratie « ouvrière » a été favorisé par la bourgeoisie et l'Etat. A mesure que le développement de l'industrie rendait plus complexes et plus aigus les problèmes posés par la lutte de classe des travailleurs, que le rôle de l'Etat devenait plus important, la nécessité d'avoir un « interlocuteur valable » dans le camp ouvrier est apparue comme vitale aux dirigeants. La classe dominante a fini par reconnaître qu'en officialisant la représentativité de la bureaucratie « ouvrière », en lui accordant des droits, des garanties, des fonctions, en l'associant même, surtout dans les moments de crise sociale ou politique, à la conduite des affaires publiques, elle parvenait à exercer un contrôle efficace, quoique indirect, sur les travailleurs, à désamorcer les conflits, à faire accepter à la classe ouvrière, en échange de certaines concessions, les objectifs essentiels du système.

22. — L'histoire de la bureaucratisation du mouvement ouvrier est celle de la dégénérescence de la social-démocratie et des syndicats réformistes.

La bureaucratisation des partis « communistes » s'est opérée, elle, sous d'autres formes et par des voies différentes, en étroite dépendance du processus de régression qui aboutissait au triomphe du stalinisme en U.R.S.S. et dans la Troisième Internationale. Elle ne peut pourtant être comprise qu'en la situant dans le mouvement général qui a façonné les syndicats actuels et les différents partis réformistes.

En dépit de leur précieuse collaboration avec la bourgeoisie au cours de la deuxième guerre mondiale et pendant la « reconstruction nationale », les partis « communistes » ont continué de faire figure de « corps étrangers », surtout pendant la période de la « guerre froide ». Leur adaptation à la société bourgeoise a été longtemps freinée par leur subordination à l'U.R.S.S. La coexistence pacifique et la collaboration de Moscou avec l'impérialisme ont relâché ce frein. Les difficultés politiques du Kremlin, le schisme chinois, la crise générale du stalinisme en tant qu'idéologie, ont fini par placer les P.C. devant la nécessité de déterminer leur politique avant tout en fonction des situations dans chaque pays. La tendance profonde de la majorité de leurs cadres — ainsi que des cadres des syndicats qu'ils influencent — à mieux s'intégrer à la société, s'est trouvée libérée du carcan de Moscou.

Les partis « communistes » regroupent dans certains pays un nombre important d'ouvriers. Mais ils ont cessé d'être des partis ouvriers dans la mesure où leur politique ne découle plus d'une opposition de classe au capitalisme en tant que société d'exploitation et n'a pas pour but, même lointain, d'opérer graduellement des réformes permettant d'aboutir pacifiquement au socialisme. Les partis « communistes » actuels ne sont pas la simple réédition des partis social-démocrates d'avant 1914. Leur « socia-

lisme » c'est la propriété étatique, la planification et la direction des entreprises confiées à des « organisateurs », l'adaptation du producteur aux exigences d'une production dont les conditions et les buts sont définis par l'Etat, une hiérarchie sociale fondée sur la division entre dirigeants et exécutants, la monopolisation du pouvoir politique par une couche restreinte d'individus s'appuyant sur l'appareil d'Etat et sur un parti cloisonné et hiérarchisé ; leur « socialisme » n'est en fait qu'un modèle de société d'exploitation où la bourgeoisie serait remplacée par une bureaucratie exerçant les fonctions dirigeantes.

Le projet bureaucratique des partis « communistes » recoupe incontestablement des tendances qui se font jour dans l'évolution même du capitalisme ; il pourrait apparaître ainsi — dans des pays comme l'Italie ou la France où le P.C. a une forte influence sur la classe ouvrière — comme le dernier recours pour maintenir la société d'exploitation en cas de crise sociale prenant des dimensions révolutionnaires, comme la « solution » à laquelle une partie de la classe dominante serait alors prête à se rallier en espérant pouvoir s'intégrer à la bureaucratie dirigeante. C'est une hypothèse qu'à l'heure actuelle ni les dirigeants capitalistes ni les bureaucrates « ouvriers » ne prennent en considération. En ce qui concerne la bureaucratie des P.C., elle est actuellement trop étroitement liée aux institutions, trop consciente aussi des contradictions qui éclatent dans les pays de l'Est, trop soucieuse de maintenir « un ordre » qui lui garantit son rôle et sa place, pour pousser sérieusement à la réalisation de son « socialisme ». Il y a donc de fortes chances pour que les P.C. se contentent désormais d'assumer les fonctions d'un néo-réformisme plus dynamique, plus combatif.

Dans les pays avancés, une telle politique néo-réformiste correspond aux intérêts de la bureaucratie « ouvrière » en général ; elle reflète aussi les illusions démocratiques de larges couches d'ouvriers qualifiés, fonctionnaires, intellectuels, étudiants, artisans, petits paysans.

En tant qu'organisations, les partis « communistes » sont devenus un des principaux obstacles à la lutte pour le socialisme. Il ne s'ensuit pas que leurs militants soient des simples « robots » exécutant aveuglément les directives. En tant que travailleurs surtout, bon nombre de ces militants seront amenés à faire une critique de la société et, dans la mesure même où ils interviennent dans les luttes, une critique de leurs propres organisations qui peuvent les conduire à des positions révolutionnaires.

23. — Dans la mesure où ils ont été traversés par des courants révolutionnaires, des syndicats se sont donnés autrefois pour but final, dans certains pays, l'abolition du salariat. Mais de même qu'il est parvenu à « assimiler » les grands partis ouvriers, le régime est arrivé à faire abandonner aux syndicats toute orientation révolutionnaire.

La bureaucratie syndicale a été l'agent de cette adaptation des syndicats au système. Soucieux de conserver et d'élargir les conquêtes arrachées à la bourgeoisie, mais aussi de maintenir et d'étendre leur propre rôle dirigeant, les fonctionnaires syndicaux, tantôt liés à la social-démocratie tantôt se cantonnant dans un « apolitisme » qui leur permettait de refuser tout dépassement du cadre professionnel, se sont progressivement engagés dans la voie de la collaboration avec les patrons et l'Etat ; ainsi s'est déve-

loppé un important réseau d'organismes « mixtes » destinés à assurer la paix sociale.

En tant qu'organisation représentant la grande masse des salariés — et non la minorité la plus conscience et combative — le syndicat ne pouvait que refléter les besoins immédiats et le niveau de conscience de cette grande masse. En l'absence d'une lutte globale et permanente de la majorité de la classe ouvrière contre la société établie, la tendance à l'adaptation au cadre capitaliste devait l'emporter dans les syndicats.

La thèse défendue par l'Internationale Communiste il y a 50 ans — et soutenue encore aujourd'hui par les trotskystes — était qu'un tel processus d'adaptation n'avait rien d'irréversible : l'entrée en lutte des masses, le passage de fractions importantes du prolétariat sur des positions révolutionnaires devait permettre au courant révolutionnaire de conquérir la direction des syndicats et de les transformer en instrument de lutte pour le socialisme.

L'histoire de ces cinquante années a montré la fragilité d'une telle conception. Dans des situations de crise révolutionnaire, le prolétariat a créé des organismes dépassant le cadre syndical : comités de grève, comités d'usine, conseils ouvriers. Dans des périodes de crise sociale intense, la lutte des masses a contraint les appareils à organiser des grandes grèves, à adopter parfois des attitudes apparemment « radicales ». Mais la lourdeur des structures syndicales, la complexité des rouages, la résistance des grands chefs comme des petits bureaucrates, appuyée directement ou indirectement par le patronat et l'Etat, ont empêché la pression de la base d'aboutir à un changement au sommet. La politique préventive appliquée par la bureaucratie s'est révélée fort efficace : en expulsant les éléments révolutionnaires, en n'hésitant pas à provoquer des scissions, à amputer les syndicats d'une partie de leurs adhérents, elle est parvenue à sauver son propre pouvoir d'abord, à le consolider ensuite.

24. — Sommes-nous en 1971 en présence de nouveaux éléments qui viendraient confirmer les thèses de l'I.C., aujourd'hui défendues par les trotskystes ?

A l'heure actuelle, la bureaucratie syndicale accpte pleinement son rôle d'intermédiaire qui lui permet d'occuper une place de plus en plus importante dans les institutions officielles et semi-officielles, cette insertion s'opérant, bien entendu, en étroite liaison avec celle de la bureaucratie politique « ouvrière ».

Il ne s'ensuit pas que les syndicats soient devenus de simples rouages de l'Etat. La tendance de la bureaucratie syndicale à s'intégrer à l'appareil d'Etat est constamment freinée par la nécessité, pour elle comme pour la classe dominante, de contrôler les revendications et les luttes ouvrières.

Si la politique de la bureaucratie n'exprimait que les intérêts de la classe dominante, ou encore si elle ne traduisait que ses propres objectifs en tant que couche spécifique, les syndicats ne pourraient plus jouer leur rôle d'encadrement des travailleurs. En réalité, la bureaucratie qui dirige les syndicats tire sa force et sa représentativité du fait qu'elle défend, dans le cadre de la légalité, les intérêts immédiats des salariés compatibles avec

le fonctionnement de la société, tout en s'efforçant constamment de neutraliser les mouvements pouvant mettre en difficulté l'esclavage industriel qui permet au système de fonctionner.

Il est évident, d'autre part, que les syndicats ne sont pas de simples appareils. Une minorité de travailleurs, qui reste dans bien des cas la plus active, continue d'y militer parce que le syndicat lui apparaît comme un instrument de lutte contre l'exploitation. Dans la mesure où le syndicat est forcé d'exprimer les intérêts immédiats des travailleurs, et de s'opposer par-là même au patronat et à l'Etat, la répression s'abat souvent sur les militants syndicaux. Ce n'est pas un hasard si, en France par exemple, les licenciements touchent fréquemment les délégués syndicaux. Il est vrai que les rapports du syndicat avec le patronat varient considérablement selon la taille des entreprises et leurs traditions, les secteurs géo-économiques, etc., comme ils varient, bien entendu, d'un pays à l'autre, et également en fonction des situations politiques. Cependant il apparaît clairement que, dans les pays capitalistes « démocratiques », le syndicat ne peut exister sans une base militante. Ces militants expriment — même de manière déformée — les besoins immédiats des travailleurs et agissent en leur sein à la fois pour les organiser contre les conséquences de l'exploitation et pour leur faire admettre les directives syndicales.

Le « syndicalisme » ne se réduit pas à une astucieuse « manipulation » de travailleurs particulièrement bornés par des bureaucrates supérieurement habiles : il représente en fait un certain niveau de la conscience ouvrière.

Il reste que le degré d'adaptation au régime atteint désormais par les organisations syndicales dans les principaux pays industriels rend illusoire toute perspective de les « révolutionner » de l'intérieur. L'entrée en lutte des masses, le renforcement des fractions du prolétariat les plus avancées politiquement, n'aboutiront pas à une quelconque régénérescence des centrales syndicales. L'extension prise par les grèves sauvages en Europe depuis quelques années n'est pas un phénomène épisodique, mais le début d'un processus de rupture entre les travailleurs et la bureaucratie « ouvrière ». Dans la période qui vient, les conflits violents qui éclateront entre les travailleurs et les appareils se répercuteront, bien entendu, au sein des syndicats ; mais parce que ces conflits résulteront d'une radicalisation des revendications et des formes de lutte dépassant la séparation traditionnelle entre le « terrain économique » et le « terrain politique », ils renforceront inévitablement la tendance à la création de nouveaux organismes de base, comprenant syndiqués et non-syndiqués, qui seront poussés à agir comme force autonome par rapport aux directions syndicales.

Parce que les luttes passent actuellement, en majorité, par le canal des organisations syndicales, l'activité des militants révolutionnaires dans les syndicats est indispensable. Mais cette activité ne peut plus s'appuyer valablement sur la conception selon laquelle la conquête des postes dirigeants serait nécessaire en vue de transformer les organisations syndicales en instruments de la lutte pour le socialisme, car cette transformation est irréalisable. Dans les syndicats comme dans l'entreprise, les militants révolutionnaires doivent travailler au développement de nouvelles formes d'organisa-

tion à la base débordant le cadre syndical étriqué, unifiant les revendications et préparant la rupture avec les appareils d'encadrement du prolétariat.

VII - Nécessité du parti révolutionnaire

25. — La lutte pour le socialisme est indissolublement liée à la construction d'un nouveau parti d'avant-garde : ce parti est l'organe indispensable pour que le prolétariat transforme la crise de la société en crise révolutionnaire et instaure son propre pouvoir.

La nécessité d'un nouveau parti ne découle pas de l'impossibilité pour le prolétariat de dépasser un niveau de conscience « trade-unioniste » sans l'intervention du parti, ne découle pas du fait que les travailleurs ne seraient capables d'engager des luttes politiques que dans la mesure où le parti leur insufflerait, jour après jour, par sa propagande, ses mots d'ordre, ses actions exemplaires, le contenu de son programme.

Sous les régimes d'exploitation modernes, le mouvement réel des masses prolétariennes tend à abolir la séparation entre « l'économique » et « le politique » qui justifiait les fonctions exclusivement politiques, spécialisées, du parti, et sur laquelle se sont établis les rapports traditionnels entre syndicat et parti. A la racine même du système — au niveau des rapports de production — la portée objective des revendications, se heurtant aussi bien aux structures de l'entreprise qu'au contrôle, direct ou indirect, de l'Etat, confère aux luttes un contenu politique qu'il devient de plus en plus difficile de masquer. Les revendications qui surgissent dans l'activité productive ne sont pas séparables de celles qui jaillissent à tous les niveaux et dans tous les domaines de la vie sociale et culturelle ; la véritable politique, c'est-à-dire la contestation, la remise en cause, envahit tout, alors que l'autre « politique » — celle des institutions « représentatives », des « citoyens libres et égaux » — se dévoile comme ce qu'elle est : une fiction.

C'est le mouvement réel des travailleurs — dans leur diversité et justement à cause de cette diversité — qui soulève aujourd'hui les problèmes les plus globaux, les problèmes politiques, et amorcé déjà, ici et là, une rupture avec les institutions.

26. — Les conditions permettant une prise de conscience révolutionnaire du prolétariat se renforcent dans les pays de capitalisme avancé, et en Europe en particulier.

Cela ne signifie nullement que l'extension et l'approfondissement des luttes conduira progressivement et spontanément à une situation de crise révolutionnaire au cours de laquelle le prolétariat créerait un pouvoir socialiste.

La crise de la société résulte d'un processus de développement dont les conséquences sont contradictoires puisqu'elles renforcent à la fois la puissance de la classe dominante et celle de son adversaire, le prolétariat. Cette crise générale de la société d'exploitation ne permet pas de fonder

à elle seule une perspective de crise révolutionnaire dans un pays ou un groupe de pays donné. Les conditions économiques, sociales et politiques propres à chaque pays sont déterminantes.

Or, il n'apparaît pas que dans aucun pays les conséquences de la crise de la société puissent devenir telles que l'ensemble des travailleurs soit poussé, tôt ou tard, à revendiquer spontanément, automatiquement pour ainsi dire, le pouvoir, et à s'en emparer.

L'histoire récente — Espagne, Hongrie, Pologne — a montré qu'en l'absence d'un parti révolutionnaire la classe ouvrière peut mener des luttes politiques mettant en cause la société tout entière. Mais elle a montré aussi qu'en l'absence d'une avant-garde organisée et solidement implantée définissant les objectifs transitoires et finaux de la lutte, ainsi que le rôle des nouveaux organismes créés par les travailleurs, agissant donc comme force politique cohérente dans le processus révolutionnaire, la créativité des masses ne parvenait pas à briser définitivement les anciennes institutions.

La situation actuelle en Europe confirme avec éclat la nécessité impérieuse d'une avant-garde politique.

En dépit de l'âpreté des luttes de classe, de la violence de la contestation et de la critique idéologique, nous n'assistons pas, en effet, à un processus d'unification politique et pratique des forces sociales qui se situent objectivement dans le camp anti-capitaliste : ouvriers manuels, employés, travailleurs intellectuels, étudiants, ouvriers agricoles, petits paysans.

Or, cette unification sur des bases révolutionnaires — avec toutes les tâches qu'elle implique — aucun « automatisme » de la lutte ne peut la provoquer. Elle ne progressera que sous l'impulsion des éléments les plus conscients et décidés agissant en tant qu'avant-garde organisée.

Les tâches de cette avant-garde sont à la mesure de la puissance de la classe dominante, de ses institutions et des appareils bureaucratiques qui encadrent les travailleurs : elles vont de la critique de l'idéologie dominante, des conceptions réformistes et du faux socialisme bureaucratique à la création de moyens d'information et de dénonciation de la contre-information officielle, de la mise en avant de revendications anti-capitalistes dans l'entreprise à la formulation d'un programme de lutte visant à unifier les critiques et les actions partielles ; elles embrassent aussi bien l'appui effectif aux initiatives d'autonomie dans tous les secteurs que l'intervention directe, organisée, permettant de coordonner les mouvements et d'élever leur niveau ; elles impliquent le développement des liens internationaux et la solidarité active avec les masses du Tiers Monde ; elles concernent enfin l'établissement d'un programme socialiste présentant à la fois les besoins fondamentaux de la population travailleuse et les moyens de les satisfaire à travers la transformation révolutionnaire de la société, un programme de « socialisme immédiat » offrant une issue positive à la crise de la société et une perspective claire à la lutte du prolétariat.

27. — Le nouveau parti d'avant-garde ne peut se former que comme réponse aux besoins surgissant de la lutte réelle menée par le prolétariat et les forces sociales anti-capitalistes.

Dans le cadre des sociétés d'exploitation modernes, les conditions de cette lutte diffèrent profondément de celles de la Russie de 1903 à 1917. Les positions léninistes sur le parti ne peuvent être considérées comme une théorie valable pour toute une période historique. Le nouveau parti d'avant-garde ne sera pas une réédition — même mise à jour — du parti bolchevik de 1917. Son programme, ses structures, ses rapports avec l'ensemble de la population travailleuse seront façonnés par l'expérience que le prolétariat fait du monde actuel, de l'exploitation à l'Ouest comme à l'Est, par le contenu des revendications qu'il met et mettra en avant, par les formes d'organisation à la base qui apparaîtront au cours des luttes.

Le renversement des classes exploiteuses et l'instauration du pouvoir socialiste seront l'œuvre des masses organisées en conseils.

Le parti d'avant-garde aura donc pour objectif central d'aider au développement de la conscience des masses et des formes d'organisation autonomes que le prolétariat tend à créer dès maintenant. Creuset où fusionnent les expériences et les apports des différentes catégories de travailleurs manuels et intellectuels, organe de coordination, d'orientation et d'intervention dans la période pré-révolutionnaire, le parti agira au cours de la révolution pour que les travailleurs instaurent leur propre pouvoir. Le parti ne peut pas se substituer aux travailleurs. Il n'est pas la classe, mais seulement son avant-garde. Il ne peut donc pas accomplir des tâches que seul le prolétariat, placé au cœur de l'activité productive, est capable de réaliser. La dictature du prolétariat — étape nécessaire de la transition vers le communisme — n'est pas la dictature du parti, mais celle que le prolétariat organisé en conseils exerce sur les autres classes et groupes sociaux conservateurs.

Le nouveau parti d'avant-garde ne pourra se constituer que sur la base du marxisme, qui reste le seul instrument permettant de comprendre le processus historique et d'y intervenir. La théorie ne sera pas envisagée comme une « science » permettant d'établir une fois pour toutes la stratégie et la tactique que les militants devraient automatiquement appliquer parce que « scientifiquement » fondées. La fonction de la théorie est de formuler un schéma global de l'évolution de la société et de mettre en lumière les conditions objectives de la perspective révolutionnaire et du socialisme ; d'établir un lien entre le passé et l'avenir du mouvement ouvrier en procédant à une critique impitoyable des analyses, des expériences, des formes d'organisation et de lutte désormais périmées ; elle est surtout d'éclairer l'action révolutionnaire en formulant le sens des luttes des travailleurs dans le contexte économique, social et politique où elles se déroulent. En assumant ses véritables fonctions, la théorie cessera d'être l'abscons catéchisme qui fonde l'autorité des pseudo-dirigeants ; elle deviendra réellement un guide pour l'action.

VIII - Quelques aspects de la situation française

28. — Engourdi par une longue période de protectionnisme et relativement sous-équipé en raison même de l'importance qu'avaient eu les expor-

tations de capitaux vers les pays étrangers et les colonies, le capitalisme français a abordé avec de sérieux handicaps la nouvelle phase de compétition internationale ouverte en 1958 par le Marché Commun.

Une paysannerie trop nombreuse, qui avait été artificiellement conservée pour fournir une masse de suffrages conservateurs, des circuits commerciaux irrationnels et pléthoriques, un nombre trop élevé d'entreprises industrielles insuffisamment concentrées et faiblement productives, un empire colonial en voie d'écroulement dont la défense devenait d'un prix exorbitant, constituaient autant d'archaïsmes que le capitalisme français, engagé depuis 1945 dans la voie d'une modernisation relative, ne pouvait plus supporter. L'Etat lui-même était d'ailleurs désadapté à ses nouvelles tâches. Si, après la Libération, des équipes de bureaucrates et de technobureaucrates avaient réussi à imposer une partie de leurs conceptions rationalisatrices, le pouvoir, par le jeu du système parlementaire, restait aux mains de groupes de pression qui défendaient souvent les formes les plus rétrogrades de l'activité économique dans la métropole et dans les colonies, faisaient obstacle à toute politique cohérente de modernisation de l'économie dans son ensemble.

Le pouvoir gaulliste entreprit d'éliminer ces obstacles. Arrachant l'Etat à la pression des groupes métropolitains et coloniaux qui se cramponnaient au passé, le régime engagea résolument le pays dans la voie de l'expansion et diffusa une idéologie à base de nationalisme économique aux termes de laquelle la France, repoussant l'hégémonie du capital américain et s'érigant en arbitre entre l'Est et l'Ouest, deviendrait le centre d'un nouveau bloc attirant dans son orbite les pays de l'Europe et du Tiers Monde désireux de se soustraire à la domination américaine et russe. Il devait à la fois résulter de cette « grande politique » la paix pour le monde et pour toutes les catégories de la population française, un bien-être croissant qui démontrerait que les philosophes de la lutte des classes n'étaient plus que des vieilleries. Le gaullisme était la version française du « capitalisme utopique ».

Le jaillissement imprévu de la contestation et de la lutte sociale en mai 68 ont brisé l'utopie et, aujourd'hui, le pompidolisme n'est que l'héritier d'un gaullisme en lambeaux. Tandis que la démesure des rêveries gaulliennes fait place en politique extérieure à une pratique prosaïque d'aplanissement des « malentendus » avec les U.S.A. et la Grande-Bretagne et que, sous le couvert de firmes multi-nationales, le capital américain pénètre largement dans l'économie française, sur le plan intérieur les héritiers restent désemparés par le choc que le régime a subi en Mai. L'Hôtel Matignon prétend poursuivre la politique gaulliste de mise en place d'une société moderne et prospère, invoque le modèle suédois, s'efforce de faire accepter des contrats de progrès et cherche à faire prévaloir la concertation à tous les niveaux de la société.

Cependant, la réalisation de ce projet de « nouvelle société » ne dépend ni de l'intelligence du patronat français ni de la bonne volonté des citoyens salariés. La France n'est qu'un secteur du capitalisme européen et mondial. Dans la période actuelle, caractérisée par la montée de l'Allemagne et du Japon, par l'intensification de la concurrence internationale, le capitalisme français reste défavorisé par la persistance d'archaïsmes qui

alourdissent encore ses structures économiques. Pour poursuivre son expansion, il n'a donc d'autre voie que d'accélérer le processus de modernisation et de concentration de son industrie, de rationalisation des circuits commerciaux, de réduction du secteur agricole. Au niveau du secteur public, la rentabilisation des entreprises productives — S.N.C.F., E.D.F., Charbonnages, etc. — ainsi que de l'Education nationale, constitue l'une des tâches principales à l'heure actuelle.

Pour que cet effort de restructuration puisse atteindre, dans les délais nécessaires, les objectifs prévus, la politique de concertation qui vise à assurer la « paix sociale » devrait être acceptée par les travailleurs des différents secteurs, ainsi que par les catégories sociales — petits paysans, petits commerçants, artisans, etc. — directement menacés par la concentration. Cette politique suppose que les organisations professionnelles, les syndicats ouvriers notamment, soient non seulement prêtes à l'appliquer mais capables de l'imposer à ceux qu'elles sont censées représenter. Or, ce n'est pas le cas. La société française fourmille de conflits qui prennent souvent des formes extra-légales : ici des camionneurs barrent les routes, là des paysans interrompent le trafic ferroviaire, ailleurs des petits commerçants kidnappent des fonctionnaires, surtout les ouvriers déclenchent inopinément des grèves et séquestrent les patrons et les cadres. Les organisations professionnelles de toutes sortes ne parviennent que difficilement à conserver le contrôle de ces mouvements.

Depuis deux ans, à la faveur des tensions sur le marché de l'emploi qui résultent du taux élevé de l'expansion elle-même, les luttes des travailleurs, impulsées par les nouvelles générations plus combatives, ont abouti à des hausses de salaires importantes, du moins dans le secteur privé. Bien qu'à un moindre degré que l'Italie, l'Angleterre ou d'autres pays avancés, la France commence à connaître ce phénomène de la « dérive des salaires » qui hante le patronat de toute l'Europe et les experts de l'O.E.C.E. Or, au-delà d'un certain point, la « dérive des salaires » compromettrait le profit, minerait l'accumulation, mettrait en danger la compétitivité de l'industrie française.

Face à la pression ouvrière sur le terrain des salaires comme à la recrudescence des actions contre les cadences, les conditions de travail, la hiérarchie qui freinent l'effort de productivité, la bourgeoisie française ressent de plus en plus vivement la nécessité de restaurer la discipline dans la production, l'ordre dans les ateliers, et de stopper la vague de revendications salariales.

L'organisation d'une récession provoquant un chômage important apparaît à certaines fractions bourgeoises comme l'une des « solutions » possibles pour provoquer un affaissement de la combativité des travailleurs. Cependant, l'Etat et le patronat n'ignorent pas les graves inconvénients d'une semblable « solution » qui coulerait définitivement l'image idéale de la « nouvelle société », détruirait les mythes de « la promotion » et du « progrès » et risquerait par-là même de porter les antagonismes sociaux jusqu'au point de l'explosion.

Les plans de rénovation pompidoliens n'ont plus le caractère utopique des rêves gaulliens. Ils se heurtent cependant au même obstacle : le refus de la population salariée d'en faire les frais.

29. — a) Le développement des luttes ouvrières depuis mai 68 ne s'est pas effectué de façon linéaire ; il n'a été ni continu ni homogène.

Dans le secteur en voie de liquidation et de reconversion, le problème de l'emploi est au centre de tous les mouvements. Sur ce terrain, les syndicats ont été capables de contrôler toutes les luttes de bout en bout. Dans les textiles du Nord, où la combativité est faible, les syndicats, acceptant les nécessités de la rationalisation et de la concurrence internationale, se sont contentés d'animer des journées régionales de défense de l'emploi qui, bien que massivement suivies, n'ont à aucun moment mis en difficulté les plans du patronat (cf. fermetures des usines Boussac). Dans les mines, la stratégie syndicale a été différente : d'abord à cause de la tradition de combativité des mineurs ; ensuite, parce que la C.G.T., conformément à sa politique d' « intérêt national », se sent obligée de défendre tout particulièrement l'une des « bases de l'indépendance de la France », le secteur énergétique. C'est ce qui explique que les syndicats aient été amenés à accepter là des formes de lutte violentes — séquestration de la direction des Houillères de Lorraine — qu'ils réprouvent partout ailleurs. Cependant, leur stratégie a tendu à limiter ces luttes au problème du chômage, à empêcher toute liaison avec celles de la métallurgie lorraine voisine (De Wendel, Sollac). C'est ainsi que l'influence syndicale a eu pour résultat de maintenir le cloisonnement entre deux secteurs ouvriers durement éprouvés : alors qu'ici les travailleurs ont « faim de travail », là on se bat contre le travail lui-même, contre sa durée et son intensité.

Dans le secteur des petites et moyennes entreprises, dont une bonne partie travaillent comme sous-traitantes, les conséquences de la rentabilisation provoquent des conflits durs, de longue durée, à partir de revendications portant aussi bien sur les salaires que les cadences ou la sécurité de l'emploi. Ces luttes, caractérisées par leur éparpillement, se terminent souvent par des échecs. L'acuité des problèmes posés aux travailleurs, mais aussi le manque de perspectives, suscitent des actions violentes qui peuvent être dans certains cas surtout une réaction de désespoir.

Dans le secteur public, lui aussi en pleine rentabilisation, l'agitation est permanente, mais aux initiatives de la base les syndicats opposent, non sans succès, les journées de grèves nationales destinées à obtenir de « véritables négociations ».

C'est dans les secteurs de pointe de l'industrie — automobile, sidérurgie, métallurgie, chimie — que les luttes ont pris le caractère le plus avancé, aussi bien par leur contenu que par leur déroulement. A Renault-Le Mans, Peugeot-Sochaux, Berliet, Usinor-Dunkerque, les grèves déclenchées par les O.S. refusant d'accepter les exigences du travail à la chaîne, ont mis en cause l'organisation capitaliste de la production ; par leurs méthodes et par leurs objectifs, les O.S. ont fait une critique radicale du travail salarié.

b) Les actions menées ces derniers temps, — grèves Renault par exemple — ont montré que les immigrés, en dépit de leur situation précaire qui les expose à la répression, s'intègrent de plus en plus aux luttes de l'ensemble des travailleurs. Ce sont les immigrés, embauchés sur les chaînes, qui ont souvent été à l'origine des conflits au cours de ces trois dernières années (Mallens chez Vitho en 1970, Portugais chez Renault en février 1971). Dans le bâtiment où ils dominent, leur participation aux actions est

déterminante. La participation aux luttes de ces travailleurs est le résultat de trois phénomènes conjugués :

— une grande partie d'anciens immigrés s'est intégrée à la vie sociale en France ;

— d'emplois marginaux (manœuvres, voirie), ils passent à des emplois-clefs dans l'industrie (O.S.) ;

— enfin et surtout, l'approfondissement du contenu des luttes depuis Mai leur permet de trouver dans les revendications des objectifs qui correspondent à leurs besoins.

c) Les luttes menées par les employés et les techniciens depuis mai 68 sont liées à la rationalisation des activités et à la parcellisation des tâches.

Malgré le reflux qui a fait suite aux accords de Grenelle, le patronat n'est pas parvenu à stopper les revendications. Des grèves comme celle de « La Redoute », menée par des femmes, les nombreux conflits dans les grands magasins et super-marchés illustrent la prolétarianisation de ces couches. A l'autre bout, les actions entreprises par les programmeurs d'Usinor-Dunkerque ou de Hachette montrent que le patronat ne peut plus compter sur l'adhésion de ces catégories « privilégiées » aux objectifs de la rationalisation capitaliste, que parmi ces spécialistes aux salaires élevés la critique de l'organisation du travail s'accompagne d'une prise de conscience de la nécessité de rejoindre la lutte des autres travailleurs.

d) Au cours des trois dernières années, l'initiative de grèves dures est revenue souvent aux travailleurs de province et à ceux des zones industrielles récentes. Les conditions actuelles de la production agricole, les rythmes de travail dans l'usine, les conditions de vie dans les cités ouvrières permettent de moins en moins aux ouvriers venus des campagnes de s'assurer un travail agricole d'appoint. Les jeunes agriculteurs chassés de la terre ne forment plus dans les usines une masse inculte et aveuglément soumise aux objectifs de la production ; ils adhèrent très vite aux luttes ouvrières.

L'esclavage industriel, le stockage des travailleurs dans de grands ensembles d'une part, le développement du niveau d'instruction et des besoins d'autre part, rapprochent les conditions de formation de la conscience de classe des travailleurs des nouvelles industries de province de celles des salariés des zones industrialisées anciennes. Le patronat a cherché en province une main-d'œuvre bon marché ; il a favorisé ainsi l'extension des conflits ; une force neuve et jeune s'est mise en mouvement.

30. — Les mouvements déclenchés au cours des trois dernières années montrent qu'une bonne partie des travailleurs a dépassé le niveau de la simple résistance à l'exploitation ; les formes de lutte qui apparaissent de plus en plus souvent, les revendications qui surgissent de la masse tendent à mettre en question les bases mêmes du système.

La poussée des travailleurs les plus combattifs s'affirme en opposition à la ligne traditionnelle des centrales syndicales. Alors que les dirigeants syndicaux mettent l'accent sur les augmentations de salaires, c'est l'organisation même de la production et des services que la base conteste de plus en plus. Alors que la bureaucratie syndicale défend la hiérarchie, ce

sont les revendications anti-hiérarchiques qui rencontrent un écho réel. Alors que les syndicats appliquent les règles et procédures établies, les actions déclenchées à la base franchissent les barrières de la légalité : les préavis ne sont pas respectés, les clauses restrictives des contrats d'entreprise oubliées ; sans aucun souci de « loyauté », les ouvriers déclenchent des grèves-bouchon qui désorganisent la production, mettent en danger la fameuse compétitivité ; ils occupent les entreprises, séquestrent parfois les patrons ou les hauts cadres. Alors que les directions syndicales agissent en état-major, « commandant » les grèves depuis leurs bureaux, transmettant leurs ordres par le canal du réseau des permanents, les travailleurs les plus combattifs essaient ici et là de créer des structures de masse démocratiques — comités de grève — et y parviennent déjà dans certains cas (dernière grève Renault).

La bureaucratie réformiste ne peut, sous peine de perdre toute influence, ni ignorer les formes de lutte et les revendications nouvelles, ni refuser d'apporter une réponse globale à une situation qui, de toute évidence, en réclame une. Les thèmes mis en avant par les centrales syndicales — retraite, durée du travail, salaires — répondent certes à des préoccupations réelles des travailleurs. Mais les actions plus ou moins symboliques menées autour de ces thèmes ne résolvent aucunement les problèmes concrets à l'usine, au bureau, au foyer.

La capacité de manœuvre de la bureaucratie réformiste ne doit pas être sous-estimée : les appareils syndicaux parviennent presque toujours à coller aux mouvements déclenchés spontanément, à les reprendre en les désamorçant ; ils sont particulièrement habiles à transformer une revendication sur les conditions de travail en une simple demande d'augmentation hiérarchisée de x centimes.

Leur souci de ne pas se laisser déborder, leur capacité de manœuvre sont fort estimés des dirigeants bourgeois les plus lucides. La « paix sociale » n'en est pourtant pas assurée pour autant. Car, à partir d'un certain niveau comme d'un certain contenu, les revendications sont inassimilables ; patronat et Gouvernement ne peuvent que refuser net. Cette situation est ressentie de plus en plus comme une « impasse ». Pour chercher à en sortir, la bureaucratie réformiste se doit de présenter une solution politique au niveau le plus élevé, un programme de réformes au niveau des structures et de l'Etat.

31. — La dévalorisation du Parlement entraîne celle des forces parlementaires réformistes dans le même temps où le rôle accru des commissions du Plan et des structures régionales de concertation contribue à faire apparaître les syndicats comme l'expression réelle de l'opposition de gauche aux partis gouvernementaux.

Ces modifications dans les structures politiques privilégient le développement d'une stratégie syndicale par rapport à celui d'une stratégie parlementaire :

- Le front syndical commun prôné par la C.G.T. prend le pas sur le programme commun de gouvernement proposé par le P.C.F.

- La C.F.D.T. impulse le renouveau d'un courant social-démocrate que la politique de collaboration de classe ouverte de F.O. et celle de gestion de

l'appareil d'Etat de la S.F.I.O. avant 1958, avaient totalement disqualifié aux yeux des travailleurs.

Le courant P.C.-C.G.T., préconise l'alliance de tous les démocrates, le front syndical commun « afin d'aller, dans le cadre de la légalité républicaine, vers le remplacement du pouvoir des monopoles par un régime réellement démocratique, par un gouvernement d'union démocratique ».

Cette voie est caractéristique du réformisme. L'objectif constamment rappelé, qui consiste à isoler les monopoles en rassemblant toutes les couches « anti-monopolistiques », implique d'abandonner l'action de masse pour le suffrage universel. Les monopoles ne constituent pas un phénomène parasitaire, ils sont le cœur du système actuel ; leur nationalisation, proposée par le P.C.F., laisserait intacts les rapports de production capitalistes, qui serviraient de fondement à la « démocratie avancée ». En fait, bien que ce courant se réfère au régime social de l'U.R.S.S. et qu'il en diffuse l'idéologie, il est actuellement incapable de réaliser son projet bureaucratique. D'une part, la référence au modèle social de l'U.R.S.S. est rendue moins crédible par la crise des systèmes bureaucratiques, d'autre part sa stratégie réformiste de rassemblement des forces anti-monopolistiques, comme les risques de débordement, lui interdisent de mobiliser la classe ouvrière pour réaliser le régime de « démocratie avancée ».

P.C.F. et C.G.T. sont aujourd'hui condamnés à l'attentisme. Leur projet de collaboration au niveau gouvernemental avec les « socialistes » et les formations bourgeoises de gauche — la réédition du « tripartisme » de la Libération — ne pourrait être pris en considération par la classe dominante qu'en cas de crise sociale très grave, dans la mesure où il apparaîtrait comme la dernière chance d'une bourgeoisie aux abois.

Ces organisations jouent, en attendant, le rôle traditionnel de structures d'encadrement de la classe ouvrière et de la jeunesse scolarisée favorisant leur intégration au système par l'acceptation de la politique contractuelle à tous les niveaux et par l'appui à la participation dans le secteur de l'Education Nationale.

Le courant social-démocrate parlementaire a été réduit à l'impuissance par le gaullisme, après s'être définitivement déconsidéré en gérant l'Etat bourgeois avant de Gaulle et avec de Gaulle.

La C.F.D.T. apparaît aujourd'hui comme un des pôles à partir desquels pourrait s'amorcer un renouveau de « la gauche non communiste ». A partir des thèmes de la planification démocratique, de l'autogestion conçue comme une co-gestion, de la politique contractuelle, les anciens responsables C.F.D.T. Jeanson et Descamps tentent de promouvoir un réformisme capable d'organiser et d'intégrer les luttes des travailleurs et de gagner sur le pompidolisme et sur la C.G.T. les couches de cadres et de techniciens. De Defferre à Mitterrand, il n'y a pas de différence essentielle quant aux objectifs et aux fondements du système « socialiste » à promouvoir ; les uns et les autres veulent rendre l'économie française « rationnelle » et compétitive, tout en divergeant sur les moyens d'y parvenir. C'est à ce niveau que la C.F.D.T. pourrait contribuer à faire émerger son complément parlementaire en fondant la gauche « socialiste » sur une mobilisation dynamique des masses dans le cadre d'une modernisation du capitalisme.

Pas plus que le courant P.C.F.-C.G.T. — dont elle est surtout séparée par les références internationales et par tout l'héritage politico-organisationnel du stalinisme — la nouvelle gauche « socialiste » ne se propose de ruiner les fondements de la société d'exploitation, d'aider les travailleurs à instaurer leur propre pouvoir par la violence libératrice.

Quant à ses perspectives de renforcement et d'accession à la direction de l'Etat, elles dépendent, tout comme pour le P.C.F.-C.G.T., à la fois du développement des luttes de classe et de la capacité des formations politiques actuellement au pouvoir de faire face à ces luttes.

32. — Le gaullisme a désormais deux visages : celui qui, avec Chaban-Delmas, annonce une nouvelle société et celui qui, appuyé et poussé en avant par les couches les plus réactionnaires de la société, projette l'image d'un régime répressif, rognant les unes après les autres les garanties « démocratiques » traditionnelles. Mais la poussée de la droite et de l'extrême-droite gaullistes n'expriment pas seulement une cristallisation passagère des paniques et des phantasmes de la plus vieille des réactions resurgie de la crise de mai.

En effet, les marges de manœuvre que la concurrence internationale laisse au capitalisme français ne sont pas telles qu'il puisse très longtemps supporter une succession d'actions directes entraînant un gonflement désordonné des « coûts salariaux ». La politique de Chaban-Delmas supposait une acceptation par les travailleurs des normes de vie qu'impose le capitalisme en échange d'une augmentation planifiée des salaires obtenue au besoin par le moyen de grèves rituelles et institutionnalisées. Les événements montrent que ce consentement n'est pas acquis et qu'une partie importante des salariés retrouve les voies de l'action directe. C'est pourquoi il n'est pas impensable que la bourgeoisie et l'Etat soient amenés à mobiliser les forces réactionnaires pour contenir beaucoup plus brutalement que dans un passé récent les luttes sociales dans des limites tolérables.

Mais une répression systématique n'irait pas sans susciter de violentes réactions. C'est pourquoi il n'est pas impossible d'imaginer qu'une accumulation de tracasseries, d'imprudences réactionnaires, de brutalités gratuites et de violences sans fard ne finisse par exaspérer une large fraction de « l'opinion », y compris certaines couches de la bourgeoisie. La bêtise des ultra-conservateurs a toujours conspiré à leur perte.

Si une telle politique lourdement répressive se révélait incapable de stopper la radicalisation des luttes de classe, si, au contraire, elle ne faisait qu'exacerber les antagonismes et rendre plus difficile encore le contrôle des mouvements par les organisations syndicales et politiques traditionnelles, on peut supposer que, face à une telle détérioration, le grand capital lui-même, tournant ses regards vers la gauche, chercherait, pour désembourber la situation, à susciter la formation d'un gouvernement « démocratique ». Il suffirait après tout que le Parti de Duclos et de Marchais y voie un pas vers la « démocratie avancée » pour que la C.G.T. reprenne, comme après la Libération, son rôle de police de la force de travail. Cela pourrait encore durer un certain temps, mais pas aussi longtemps que d'aucuns l'imaginent, compte tenu du fait que l'on n'est plus en 1945. Ni la répression,

ni même la concertation reprise par une « gauche rénovée » au pouvoir ne viendront à bout du gauchisme.

En mai 68 l'histoire a pris un tournant.

L'après-gaullisme débouche sur une société instable, déchirée, traversée de poussées de violence et non pas sur la paix sociale d'une Suède d'ailleurs imaginaire.

IX - Le courant politique révolutionnaire en France

33. — Les transformations structurelles et institutionnelles, l'entrée en lutte de nouvelles couches sociales, l'apparition de nouvelles revendications et formes d'action, la radicalisation des jeunes ouvriers et de la jeunesse scolarisée, la crise de l'enseignement, parallèlement à la « réformisation » du P.C. et à l'étiollement de la gauche traditionnelle, ces éléments d'un même processus donnent une signification qualitativement nouvelle au développement révolutionnaire en France.

Le courant révolutionnaire ne se cantonne plus dans les universités et les lycées ; il commence à pénétrer dans la jeunesse scolarisée des C.E.T. et des C.E.S. ; des jeunes travailleurs — ouvriers, employés, techniciens — le rejoignent, à la fois à partir de leur propre expérience et des conceptions véhiculées par les militants des organisations. Considérer ce courant, même sous sa forme actuelle, comme une simple survivance du passé c'est refuser de voir la réalité féconde dans l'attente stérile d'une situation idéale qui ne se produira jamais. Ce sont les militants de ce courant politique qui agissent aujourd'hui consciemment pour donner une issue positive, socialiste, à la crise de la société ; ce sont eux qui, organisés ou non, sont les plus réceptifs aux besoins de la lutte pour le socialisme en France, qui tentent de la relier aux luttes dans les autres pays, qui s'interrogent aussi de plus en plus souvent désormais sur le sens de la crise dans les pays de l'Est et le contenu des régimes dits socialistes ou progressistes.

Si telle est la signification générale du courant politique révolutionnaire, il serait faux d'en conclure que d'une façon ou d'une autre — « automatiquement » pour ainsi dire — ce courant parviendra à se cristalliser en une organisation d'avant-garde capable d'assumer l'ensemble des tâches répondant aux besoins de la lutte en France. Les schémas traditionnels, le passé du mouvement ouvrier ne suffisent plus à le maintenir dans le « ghetto » où les minorités révolutionnaires ont vécu tant d'années. Mais ces schémas, ce passé pèsent lourdement sur les militants, renforcent les difficultés objectives de la période, obscurcissent les rapports réels entre les forces politiques en présence, tendent à ressusciter constamment les anciennes « solutions » théoriques et organisationnelles, les « modèles » qui, sans périr pour autant, ont changé de signification.

Le combat pour un nouveau parti révolutionnaire en France n'est pas seulement l'affrontement avec la bourgeoisie, l'Etat et les appareils bureaucratiques « ouvriers » ; c'est aussi, au sein du courant d'avant-garde actuel,

l'effort persévérant pour comprendre le sens du mouvement réel des travailleurs, pour saisir la portée des transformations en cours, la nature et le rôle des forces politiques agissantes, pour clarifier les objectifs et les méthodes, pour que, en un mot, la nouvelle organisation politique ne soit ni un amalgame d'initiatives « spontanées » politiquement impuissant, ni un pseudo « parti bolchévik » ressassant les « acquis » et diffusant la « ligne juste », mais l'outil théorique et pratique dont les travailleurs ont besoin.

34. — Au lendemain de mai, on a assisté d'une part au développement du P.S.U., d'autre part au renforcement des mouvements révolutionnaires autour de trois pôles : anarcho-spontanéisme, trotskysme, maoïsme.

L'**anarcho-spontanéisme** a souvent exprimé en mai la réaction anti-bureaucratique, la révolte contre toutes les contraintes de la société. Mais le vieux fatras n'a pas tardé à réapparaître, à peine actualisé : la critique de l'Etat et de la bureaucratie repose sur l'opposition Autorité/Liberté et non sur une analyse fondée du monde moderne. Multiforme, le courant anarcho-spontanéiste ne se réduit certes pas aux anarchistes traditionnels. D'autres militants, souvent fort sérieux (I.C.O. par exemple), axent leur travail sur la détection de la spontanéité ouvrière — et même individuelle — sur l'échange d'informations anti-bureaucratiques et la dénonciation de tous ceux qui prétendent expliquer quoi que ce soit aux travailleurs, seuls possesseurs, par définition, de la vérité révolutionnaire. Par son a-théorisme et par son refus de l'organisation politique assimilée à la bureaucratie, l'anarcho-spontanéisme n'a fait, en définitive, que stériliser les énergies des éléments qui, réagissant contre la sclérose des partis traditionnels, se sont groupés en son sein.

35. — Face au simplisme et à la confusion anarcho-spontanéiste les organisations trotskystes ont offert aux « militants de mai » une vision globale de la société, une appréciation des forces en lutte, un cadre organisationnel permettant d'agir de façon suivie.

La division du mouvement trotskyste en trois organisations — **Ligue, Lutte Ouvrière, O.C.I.** — ne découle pas simplement de ce que l'on appelle le sectarisme des uns et des autres. Il est vrai que le patriotisme d'organisation joue un rôle non négligeable. Même si on ne l'avoue pas nettement, on conçoit le parti de demain comme le résultat du développement arithmétique de son propre groupe. Il est non moins vrai que, par rapport aux luttes, l'intervention des uns et des autres tend — dans la pratique — à donner la priorité au renforcement de l'organisation politique, non au développement des formes de regroupement autonome des travailleurs.

Il reste pourtant que l'O.C.I. semble pétrifiée sur des positions caricaturalement orthodoxes, alors que la Ligue et L.O. sont, sous des formes différentes, capables de rendre compte, jusqu'à un certain point, de la lutte réelle et des besoins nouveaux qui en découlent. Elles ressentent par là même, chacune à sa façon, la contradiction dans laquelle beaucoup de leurs militants sont pris : alors que, d'un côté, leur propre héritage théorique les conduit à présenter l'organisation trotskyste comme la direction de renouveau du prolétariat par rapport au P.C., comme le successeur du « bon » P.C. d'autrefois, d'un autre côté aussi bien l'intervention dans les luttes que

l'interprétation du monde moderne, de la crise de l'Est, les poussent à donner des réponses très différentes de celles du trotskysme traditionnel.

L'analyse que la **Ligue** fait de la crise du capitalisme ne repose plus sur une vision « catastrophiste » ; elle déclare dépasser la description faite par Trotsky dans le « Programme de Transition » selon laquelle « les forces productives ont cessé de croître », révision qui impliquerait logiquement une critique des conceptions qui ont fondé la « stratégie » de la IV^e Internationale pendant des années. Cette critique n'est pas faite, mais l'interprétation que la Ligue donne des contradictions du capitalisme et des conséquences politiques et sociales de ce processus en Occident représente sans aucun doute une rupture avec l'imagerie traditionnelle, maintenue aujourd'hui encore par l'O.C.I. Cependant, la révision opérée dans ce domaine ne s'accompagne ni d'une analyse nouvelle de l'évolution et de la nature des états dits socialistes ni d'une révision des conceptions trotskystes traditionnelles sur la bureaucratie « ouvrière » dans les pays capitalistes.

Le trotskysme a longtemps défendu la conception selon laquelle la division du monde en deux camps avait un **contenu de classe** irréductible : c'était la lutte à mort du camp impérialiste contre le camp socialiste constitué par l'U.R.S.S., les Démocraties Populaires, la Chine, le Nord Vietnam, la Corée du Nord, Cuba. La critique que la Ligue fait de la bureaucratie dans le camp « socialiste » ne remet pas en question cette vision globale. Impérialisme et bureaucratie sont les deux adversaires que le prolétariat et les masses du Tiers-Monde doivent abattre. Mais le caractère ouvrier et même socialiste des Etats dirigés par la bureaucratie n'est pas mis en doute. La révolution contre la bureaucratie sera donc **politique** et non sociale. C'est ce que Trotsky affirmait en 1938, ce que la IV^e n'a cessé de répéter depuis. La contradiction entre une telle conception et la description que la Ligue fait des rapports sociaux dans ces pays, est flagrante. Si l'Etat ouvrier est avant tout le pouvoir des conseils, comme la Ligue le proclame, en quoi l'U.R.S.S. ou la Pologne, ou même la Chine, sont-elles des Etats ouvriers ? en quoi la révolution vietnamienne est-elle une révolution socialiste ? et comment peut-on fonder une stratégie mondiale de lutte pour le socialisme sur une telle contradiction ?

En vérité, pas plus que les autres organisations trotskystes, la Ligue ne parvient, sur ce problème capital, à surmonter le blocage découlant à la fois de son héritage théorique et des limites étroites dans lesquelles s'est déroulée jusqu'ici sa pratique politique.

Or, ce blocage — qui porte en réalité sur le rapport entre structures productives et structures politiques, entre classes sociales et Etat, et donc sur la fonction véritable de la bureaucratie — se répercute inévitablement sur les objectifs proposés aux travailleurs. Cela est évident en ce qui concerne la grotesque formule de la révolution « politique » — et non sociale — proposée par la IV^e aux prolétaires féroce­ment exploités dans les usines de l'Est !

Mais les difficultés du trotskysme à dépasser son propre passé se manifestent aussi clairement dans l'ensemble de positions définissant la ligne politique de la Ligue en France, ligne fondée en grande partie sur une appréciation de la bureaucratie « ouvrière » qui ne répond plus à la réalité.

La vocation de future direction politique de la Ligue ne pouvait être affirmée dans le cadre de l'action propagandiste menée par ses étudiants, après mai 68, en direction de la classe ouvrière. Après avoir tenté en 1969, comme les maoïstes, de pénétrer dans les zones « vierges » du prolétariat (petites entreprises de province, immigrés), la Ligue est tenue aujourd'hui de présenter une stratégie de lutte crédible pour les travailleurs des grandes agglomérations industrielles. Or, on constate, sur ce terrain, le maintien des positions trotskystes les plus traditionnelles.

D'une part, « le syndicat est l'arme de tous les travailleurs ». Les membres de la Ligue militent donc dans les syndicats avec la perspective d'en faire des véritables « syndicats de lutte de classe » et d'en gagner la direction. Les militants agissent donc pour renforcer ces « organisations unitaires de masse », même lorsque la combativité des travailleurs entraîne le débordement des états-majors et pose pratiquement le problème de la création de nouvelles structures autonomes à la base. Dans l'Ecole Emancipée, par exemple, où les camarades de la Ligue militent, la direction de la Ligue a pour ligne de limiter l'action de l'E.E. à celle d'une tendance au sein de la F.E.N. ; les militants de la Ligue, tout en participant aux actions qui débordent le cadre syndical, s'emploient ensuite à leur donner une signification « syndicale ». Cette attitude, la tendance majoritaire de la Ligue la justifie et la résume ainsi :

« Dans la mesure où des regroupements (comités de base, comités d'action) ont une réalité, les militants révolutionnaires doivent y demeurer, non pour céder à leurs préjugés et à leur confusion, mais pour essayer de clarifier à travers l'action les questions qu'ils posent, pour gagner les meilleurs militants à l'organisation révolutionnaire et convaincre les autres de la nécessité du travail de masse dans le syndicat en leur offrant des perspectives en conséquence. En tout état de cause, ils doivent expliquer que ces regroupements ne peuvent être des instruments de division et donc d'affaiblissement de la classe, qu'ils doivent au contraire contribuer au renforcement des organisations de masse unitaires des travailleurs tant que ces dernières gardent la confiance de la grande majorité des travailleurs actifs dans leurs entreprises » (**Projet de programme** ; avril 71).

Cela signifie en clair que la Ligue a une attitude défaitiste par rapport aux regroupements autonomes exprimant la rupture des travailleurs les plus combatifs avec les appareils syndicaux, et que sa politique officielle est de tout faire pour qu'ils mènent la lutte **dans le cadre syndical**.

D'un autre côté, le Parti Communiste, jugé globalement comme réformiste, est toujours considéré comme un parti ouvrier, qu'on se déclare prêt à défendre en cas d'attaque de la bourgeoisie, auquel on propose des alliances électorales et pour lequel on demande aux travailleurs de voter. La Ligue ne reprend plus la politique « entriste » qui fut celle de la IV^e pendant une longue période — et dont elle refuse d'ailleurs de faire la critique. Elle n'en continue pas moins d'espérer que des pans entiers du P.C.F. finiront par se détacher et basculer dans le giron trotskyste où les militants retrouveront enfin la véritable direction marxiste révolutionnaire.

Ces quelques exemples suffisent à montrer que cette organisation n'est pas en mesure, en tant que telle, de devenir le pôle de regroupement des travailleurs les plus conscients et combatifs, dont la rupture avec l'idéo-

logie et les institutions dominantes s'exprimera, s'exprime déjà, par une critique radicale de la « politique » traditionnelle et des organisations qui y participent, par la rupture avec les appareils qui encadrent le prolétariat, par la mise en avant de revendications portant sur les aspects les plus profonds de l'exploitation et de l'oppression dans et hors de l'activité productive, par le développement d'initiatives visant à créer les formes d'organisation autonome indispensables pour s'affirmer comme avant-garde au cours des luttes.

Si **Lutte Ouvrière** n'a pas effectué une remise en cause globale du trotskysme, des éléments de critique apparaissent dans l'activité de cette organisation, aussi bien par ses prises de position politiques que par ses actions au niveau des entreprises. L'originalité de L.O. n'a résidé cependant jusqu'ici ni dans sa référence officielle au trotskysme ni dans les quelques éléments critiques formulés au niveau politique et pratique. Elle consistait en une conception presque uniquement « organisationnelle » de la construction du parti, se traduisant à la fois par des méthodes et des structures « ultra-bolchéviques » et par la primauté absolue accordée à l'implantation dans les entreprises. Cette ligne générale, appliquée avec persévérance, a permis à L.O. de s'enraciner, plus que toute autre formation trotskyste, dans les secteurs de pointe de l'industrie. Mais elle l'a conduite, de toute évidence, à une sorte de sclérose théorique qui l'empêche d'étayer une intervention au niveau global, politique. C'est ce qui explique aussi bien son projet surprenant d'« organisation de tous les révolutionnaires », formulé au lendemain de Mai, que le retrait sans explication valable de ce projet ensuite pour s'orienter vers la fusion avec la Ligue et l'acceptation d'une IV^e Internationale dont elle avait violemment critiqué les positions et les volte-faces.

La fusion Ligue/L.O., si elle a lieu, aboutira incontestablement à la création d'une organisation constituant un important centre d'attraction à l'extrême-gauche. Il est à craindre cependant qu'elle se fasse, si elle se fait, non sur ce qu'il y a de plus positif dans chacun des deux groupes, mais sur ce qu'il y a de plus traditionnel. De toute manière, il est certain qu'une telle organisation unifiée, par ses possibilités accrues d'intervention dans les luttes, par le poids politique global qu'elle aurait, serait amenée à prendre des responsabilités réelles devant les travailleurs, à vérifier ainsi, par une pratique à une échelle importante et significative, la validité des conceptions stratégiques et tactiques de la IV^e Internationale, c'est-à-dire, en fait, celles de la Ligue.

L'O.C.I., comme chacun sait, est un cas un peu à part. Pour elle, le « Programme de Transition » de 1938 est toujours valable ; les forces productives ayant cessé de croître, on conteste la réalité de l'élévation du niveau de vie, on se convainc de l'augmentation continuelle du chômage, on affirme en permanence la proximité d'une crise économique plongeant la classe ouvrière dans la misère. Devant l'imminence de la catastrophe, la bourgeoisie se prépare au fascisme et tente de détruire les organisations syndicales ou de les intégrer à son appareil. Face à la bourgeoisie, au danger fasciste, aux directions ouvrières traîtres, l'O.C.I. veille en affirmant l'urgence de l'unité :

— elle propose en permanence le front unique aux syndicats et aux partis ouvriers ;

— elle agit pour le renforcement des centrales F.O. et C.G.T. où, tout en exigeant en permanence la « démocratie ouvrière », ses militants luttent pour la conquête de la direction ;

— dans la perspective de la faillite des bureaucraties, l'O.C.I. se forge comme direction apte à prendre la relève sur un programme trotskyste ;

— dans la jeunesse étudiante et ouvrière, l'A.J.S. poursuit son implantation en recrutant ses militants à partir d'un niveau politique très bas et en les soumettant par la suite à un véritable endoctrinement.

36. — La crise du stalinisme a fait surgir un **mouvement pro-chinois** dont la confusion, les révisions déchirantes traduisent les difficultés d'une période de crise et de gestation à la fois au sein de l'avant-garde politique.

Jusqu'en Mai, l'U.J.Cml et le P.C.M.L.F. ne se situaient qu'en référence aux modèles stalinien et chinois. Alors que l'U.R.S.S. est devenue, depuis Khrouchtchev, l'alliée objective de l'impérialisme américain contre tous les mouvements révolutionnaires dans la « zone des tempêtes », la Chine se dresse comme le bastion du socialisme. L'issue du mouvement révolutionnaire international dépend de la victoire des peuples en révolte contre l'impérialisme. Les régimes issus de ces luttes sont en train de former une vaste zone encerclant progressivement les métropoles industrielles et créant par là même les conditions décisives du renversement des capitalismes avancés. En France même, le soutien à ces mouvements est un des axes essentiels de la lutte. Comme en Chine, comme au Viet-Nam, c'est une révolution « populaire » qui est à l'ordre du jour ici. La tâche du Parti Révolutionnaire consiste à « servir le peuple », à aller au peuple qui subit le chômage et la misère. Les luttes des étudiants et des intellectuels n'ont de signification que par rapport à ce projet. Il faut se battre pour une « démocratie anti-monopoliste populaire », première étape vers le socialisme. C'est le mot d'ordre que lancent en mai 68 ces militants, auxquels, par ailleurs, toute référence au pouvoir des conseils des travailleurs comme critère du socialisme apparaît comme l'expression de la petite-bourgeoisie intellectuelle.

Mai 68 et les problèmes qu'il a soulevés — rôle des syndicats, contenu des revendications ouvrières, apparition d'une contestation à tous les niveaux de la vie sociale — provoquent une crise entraînant la rupture de la majorité de ce courant avec une minorité qui reste stalinienne. C'est l'apparition de la **Gauche Prolétarienne** et, plus tard, de **Vive la Révolution**.

Pour la G.P., Mai 68 a signifié que les grands thèmes de la révolution culturelle chinoise correspondaient aux exigences des masses en France. Le fondement de la conscience révolutionnaire se trouve dans l'opposition « riches-pauvres », « oppresseurs-oppriés », « masses-flics ». La violence est à l'ordre du jour; il faut l'opposer à toute forme de négociation avec la bourgeoisie. Le P.C.F., contre-révolutionnaire, est assimilable au « social-fascisme ». Les syndicats actuels sont des rouages de l'Etat policier et du patronat. La répression s'abat en particulier sur les travailleurs immigrés, les jeunes, les chômeurs, les petits commerçants et paysans. C'est au Parti Révolutionnaire d'organiser la Résistance Populaire. Faute de ce parti, ce

rôle est dévolu à des organismes, que la G.P. appelle « de masse », tels que les comités d'action, de lutte, de base, du Secours Rouge, etc.

Le populisme caricatural de la G.P. devait conduire les militants maoïstes à substituer leur propre violence à la violence des masses, à propager la vision mythique d'un prolétariat sur le pied de guerre, à sombrer par là même dans le plus stérile des aventurismes.

L'apparition du **mao-spontanéisme de VLR**, critique par rapport au stalinisme, démarqué de la « pensée » de Mao Tsé-toung, représentait un progrès par rapport à la G.P. : renonciation au putschisme, rejet du mythe de la Résistance, volonté de répondre aux problèmes soulevés par la lutte dans les pays industriels. Par sa tentative d'une critique radicale de tous les aspects de l'aliénation sociale, de la séparation entre travailleurs manuels et intellectuels, des idéologies progressistes et technocratiques, et par sa mise en lumière du nouveau contenu des revendications anti-capitalistes, il répondait dans une certaine mesure aux préoccupations d'une frange de militants. Mais pour V.L.R., la critique de l'aliénation de la vie quotidienne, le refus du travail, constituent d'autres « modèles » remplaçant la critique concrète effectuée par le prolétariat au cours de ses luttes. Une autre structuration des forces révolutionnaires, dont le centre a disparu, doit apparaître : chaque mouvement autonome (femmes, jeunes, immigrés...) se constituant sur un aspect particulier de la critique, doit se former comme un contre-pouvoir dans la société. En réalité, cette « théorie » ne fait que refléter la faible implantation des révolutionnaires dans la classe ouvrière. Devant la puissance du capital et du réformisme, ces réactions confuses dans leurs modèles comme dans leurs objectifs, décentrées par rapport à ce qui fonde la société bourgeoise — le travail salarié — ne peuvent qu'être marginalisées ou récupérées par la société, ou encore ne déboucher que sur la « libération » individualiste. L'auto-dissolution de ce groupe, et surtout les justifications qui en ont été données par ses militants, illustrent bien les limites du spontanéisme (avec ou sans « mao »).

Tenant d'un maoïsme éclairé, le groupe « **Révolution** » n'est pas susceptible de progresser beaucoup à partir du pastiche programmatique qui lui sert de base empruntant la gestion ouvrière à « Socialisme ou Barbarie » via V.L.R., au troskysme sa conception du parti, aux tiers-mondistes et aux pro-chinois une conception de la dictature du prolétariat dont le prolétariat est absent. La contradiction entre l'ensemble de sa « théorie » fondée sur le parti comme source de toute politique prolétarienne et son projet d'intervention dans les entreprises visant à l'autonomie du prolétariat est criante. D'une telle tentative, il ne peut rien sortir.

37. — Depuis mai 1968, le P.S.U. s'est considérablement transformé. Il a recruté, en effet, un nombre important de militants qui, tout en se plaçant sur des positions révolutionnaires, refusaient d'assumer les divisions, les polémiques, le schématisme et le triomphalisme des organisations « gauchistes ».

De ses origines diverses, il conserve cependant une bonne partie de cadres et d'adhérents qui se situent sur un terrain réformiste de gauche : au révolutionnarisme verbal, ils associent une pratique opportuniste qui se manifeste tant au niveau syndical qu'au niveau des compétitions électorales,

de la gestion municipale, etc. Les tentatives du P.S.U. pour négocier un accord, un front unique, avec le P.C.F., alors que, parallèlement, il se prononçait pour le regroupement de tous les révolutionnaires, sont significatives de l'équilibrisme de sa Direction Politique Nationale. Parti hétérogène, on y retrouve, à côté de la droite néo-réformiste, une majorité hésitant à faire les choix nécessaires, à mener jusqu'au bout la clarification politique, et une gauche où se dessinent les tendances bien connues du « gauchisme » d'après mal.

Par son implantation ouvrière, le P.S.U., qui exerce une influence certaine sur la gauche de la C.F.D.T., est un milieu où les problèmes actuels de la lutte de classe sont au centre des préoccupations d'un grand nombre de militants. Le débat ouvert à travers la réunion des « assemblées ouvrières et paysannes » et poursuivi en vue du Congrès National montre que la définition d'un programme et d'une stratégie révolutionnaire globale sont désormais à l'ordre du jour. Luttés ouvrières ; rôle des syndicats, des regroupements autonomes ; syndicats et mouvement politique de masse ; structures du parti ; l'Etat et la dictature du prolétariat ; tous ces problèmes sont soulevés actuellement par différents courants à l'intérieur du P.S.U. Cependant, compte tenu de son passé, de son hétérogénéité politique, on ne peut pas envisager une évolution globale du parti sur cet ensemble de problèmes, mais au contraire une accentuation des clivages pouvant aller jusqu'à des ruptures.

X - Les axes d'une plate-forme d'action

Organisation politique et autonomie du prolétariat.

38. — La critique que nous faisons des organisations révolutionnaires actuelles, ne nous conduit pas à affirmer qu'elles ne jouent aucun rôle positif.

Leurs militants constituent sans aucun doute une partie essentielle du potentiel révolutionnaire que la crise de la société accumule. Mais le courant révolutionnaire ne se limite pas aux membres de ces organisations. Il comprend dès maintenant un nombre important de travailleurs qui se détachent de la politique des directions syndicales et de jeunes travailleurs non-syndiqués à la recherche de moyens d'action efficaces. C'est des luttes les plus avancées, menées par ces travailleurs qu'émergent les éléments essentiels d'une plate-forme d'action permettant simultanément le développement de ce type de luttes et l'affirmation concrète d'une avant-garde exprimant les besoins de la classe. Il ne suffit pas de s'armer d'un programme, ni de brandir des drapeaux, pour construire le parti révolutionnaire. La formation de cette nouvelle organisation exige de définir une orientation générale permettant de relier la lutte de classes dans ses manifestations concrètes à la lutte pour le socialisme.

Seul le mouvement réel du prolétariat se constituant en classe au cours de ses luttes contre la société et l'Etat capitalistes peut fonder une telle orientation.

Reconnaître le **prolétariat** comme force révolutionnaire déterminante, porteuse de la perspective communiste, et les **conseils** comme base fondamentale de la dictature révolutionnaire du prolétariat implique de reconnaître la **tendance à l'autonomisation du prolétariat** au cours des luttes actuelles en France, comme noyau et objectif central de toute plate-forme d'action révolutionnaire.

Les militants contribueront à la clarification de la conscience de classe, donc à l'unification et à l'autonomisation du prolétariat en développant une critique révolutionnaire de l'aliénation qui désigne à la lutte de masse les bases matérielles de celle-ci : la division du travail, les rapports d'exploitation ainsi que toute l'organisation étatique et sociale qui participe à l'asservissement des travailleurs.

C'est seulement en établissant le rapport entre chaque lutte et la nécessité d'abolir l'Etat et les institutions spécifiques des systèmes d'exploitation que les révolutionnaires prépareront le dépassement du niveau de conscience qui perçoit les niveaux économiques et politiques comme immuablement séparés, la réalisation de la politisation des luttes économiques et la socialisation des luttes politiques.

La fonction de l'organisation politique n'est donc pas de se substituer au prolétariat tant dans la direction des luttes que dans le choix des perspectives stratégiques ou tactiques ; elle doit au contraire préparer les conditions qui permettront aux travailleurs de résoudre ces tâches. Cela implique de reconnaître les formes organisationnelles qui apparaissent au cours de la lutte de masse — comités de grève — comme expression de la tendance à l'autonomisation du prolétariat et d'œuvrer à leur renforcement.

La fonction de l'organisation politique est avant tout :

— de permettre l'émergence de la conscience révolutionnaire par une critique, théorique et pratique, de l'idéologie bourgeoise et des politiques réformistes qui concourent à mystifier le prolétariat et la jeunesse, et à perpétuer l'aliénation ;

— de rendre consciente la nécessité de la violence révolutionnaire dans le combat pour l'abolition de l'exploitation ;

— de synthétiser et de théoriser l'expérience des luttes de masse ; de montrer dans quel contexte, national et international, elles se déroulent et, par là-même, d'impulser un internationalisme actif ;

— de définir à chaque moment de l'action des revendications unifiantes, ainsi que les conditions de développement de la lutte vers l'affrontement avec l'Etat ;

— de montrer comment le combat pour le socialisme est la tâche des travailleurs eux-mêmes dans la phase actuelle de la crise de la société.

Dans chaque secteur, la constitution de **noyaux politiques** intervenant dans les luttes de leur milieu pour les radicaliser et les relier à celles des autres secteurs, est actuellement un des moyens essentiels de la formation de l'organisation révolutionnaire.

De tels **noyaux politiques** doivent se donner pour tâche d'impulser à la fois la création de regroupements autonomes minoritaires — comités de

lutte ou d'action — rassemblant les travailleurs les plus conscients et actifs, et le développement de structures unitaires de masse du type comité de grève.

Il existe aujourd'hui, sous des formes différentes déterminées par les conditions de leur formation et les secteurs où ils se sont créés (groupes P.S.U. d'entreprise, sections syndicales « gauchistes », comités de base, l'Ecole Emancipée dans l'enseignement), un ensemble d'organismes où s'exprime la tendance vers l'autonomie du prolétariat et où des militants ressentent, en rapport avec les besoins de la lutte, la nécessité d'une organisation politique dépassant les schémas traditionnels. C'est à partir de ce milieu aussi bien que des courants révolutionnaires organisés que peuvent se développer la critique politique et pratique et les initiatives organisationnelles conduisant à la structuration d'un nouveau parti révolutionnaire.

Approfondissement et élargissement de la lutte

39. — L'évolution du capitalisme monopolistique d'Etat produit à la fois les conditions de l'approfondissement de la lutte des classes sur les lieux de travail et celles de son élargissement à des couches ou à des domaines de l'activité sociale restés, jusqu'à ces dernières années, en dehors de la lutte sociale (jeunes, femmes, immigrés — loisirs, transports, conditions et modèles de vie...). Une plate-forme d'action révolutionnaire doit donc intégrer ces différents aspects dans une même stratégie :

★ Lutte contre l'organisation capitaliste du travail.

- critique pratique de la division et de la parcellisation du travail, de la rentabilisation et de ses conséquences sur les cadences, la mobilité de l'emploi et le chômage technologique ;

- critique pratique de la hiérarchie sous toutes ses formes.

★ Lutte contre l'idéologie et la pratique de la « participation ».

- refus de l'intérêt national, des relations contractuelles, de l'institutionnalisation des rapports entre la classe ouvrière et le patronat et son Etat ;

- mise en pratique d'une orientation axée sur l'établissement des rapports de forces, la rupture de la légalité et des relations de collaboration de classes.

★ Lutte contre les institutions spécialisées qui participent à l'encadrement et au conditionnement idéologique du prolétariat et de la jeunesse :

- critique de l'institution parlementaire — et de la politique réformiste des partis traditionnels — impulsion des luttes extra-parlementaires ;

- critique de l'institution scolaire et des différents appareils d'enseignement.

★ Lutte contre le cadre de vie et le modèle de société de la consommation pour la consommation.

- politisation des révoltes de la jeunesse et des autres couches radicalisées en les restituant par rapport à la lutte contre le système d'exploitation ;

- extension de la lutte à l'extérieur des entreprises et des lieux de travail-loisirs, transports, logements, combat culturel.

Des tels axes apparaissent dans les luttes actuelles, et s'il n'est pas encore possible de les développer dans un programme achevé, il faut constater qu'en France, depuis mai 68, un courant révolutionnaire se manifeste et agit dans ces directions.

La lutte dans et hors les syndicats

40. — Si la **tendance** fondamentale de l'évolution des syndicats est leur **institutionnalisation**, c'est-à-dire leur fonction de **structure d'encadrement** de la classe ouvrière limitant les luttes à ce qui est compatible avec l'équilibre du système d'exploitation, les ruptures entre la classe ouvrière et les organisations traditionnelles sont le plus souvent limitées et temporaires. Il ne s'agit donc ni de prôner abstraitement la constitution d'une forme d'organisation alternative aux syndicats et assurant un dépassement global de ces derniers, ni de former un courant gauche de pression sur les appareils se limitant à un parlementarisme syndical, mais de favoriser le développement de la combativité des travailleurs et l'extension des luttes de masse.

Depuis mai 68, des revendications et des formes de lutte radicales se développent malgré les appareils syndicaux.

La paix sociale garantie par la « Participation » et les négociations est troublée par des **actions directes** qui visent à établir un **rapport de forces** par la lutte.

Au cours de ces conflits, il apparaît nettement que la coupure n'est pas entre syndiqués et non-syndiqués mais entre partisans de la lutte directe pour imposer les revendications et partisans de la lutte symbolique pour obtenir « l'ouverture des négociations ».

Le vieux débat entre se syndiquer ou ne pas se syndiquer ne correspond pas à la réalité de la situation actuelle. Les révolutionnaires doivent favoriser la radicalisation des luttes et l'affirmation de l'autonomie du prolétariat au cours de ces luttes.

Tel est l'objectif qui doit déterminer en permanence leur intervention. Dans la grande majorité des secteurs, c'est en se syndiquant et en développant leur orientation au cours des débats comme de la préparation des actions que les révolutionnaires contribuent à l'élévation du niveau de conscience de leur secteur. Ce militantisme quotidien permet de préparer le **débordement** de la structure syndicale chaque fois que les appareils syndicaux tentent d'endiguer la lutte directe.

Lorsque les travailleurs dépassent ou débordent le cadre syndical, les révolutionnaires doivent contribuer à créer des **structures unitaires de masse** (assemblées de grève, comité de grève) permettant l'exercice de la **démocratie directe à la base** c'est-à-dire la prise en main de la lutte par les travailleurs eux-mêmes. Mais ils doivent également regrouper les militants les plus conscients, les plus combatifs dans des **comités de lutte** ou des structures qui, en fonction des circonstances locales, jouent le rôle d'animation politique dans l'entreprise et même, lorsque le niveau atteint par l'action

le permet, de préparation de l'extension de la lutte à l'extérieur de l'entreprise (transports, logements).

La lutte dans l'Université

41. — La politique conjointe de la bourgeoisie et du P.C.F. de participation et de répression, ne réussit ni à endiguer la crise des institutions scolaires et universitaires, ni à isoler le courant révolutionnaire au sein de l'Université.

Ce courant se développe à partir de la critique de la fonction sélective de l'Université, de l'incertitude de la jeunesse étudiante quant au débouché professionnel des études, de la situation des jeunes dans notre société, mais il n'a pas réussi à se lier aux luttes de la classe ouvrière. Cette jonction ne sera possible que si la critique de l'Université débouche sur une critique de la division capitaliste du travail, du rôle du savoir dans la hiérarchie sociale et si les luttes dans l'Université sont axées sur des **thèmes égauxitaires** unifiant les actions de la jeunesse scolarisée et celles de la jeunesse déjà insérée dans la production, et reliant les luttes contre l'Université de classe à celles des travailleurs contre le système d'exploitation.

Depuis mai 68, le mouvement étudiant, incapable d'organiser des actions de masse au sein de l'Université, comme de lier la lutte des étudiants à celles de la classe ouvrière, s'est désagrégé, ne pouvant ni dépasser, ni même conserver le cadre national d'action que représentait l'U.N.E.F.

Face à la désarticulation du milieu étudiant au niveau de chaque Faculté, aux querelles idéologiques des groupes politiques, la préparation de nouvelles luttes de masse passe par des actions contre la politique de rentabilisation et de sélection, ainsi que par l'impulsion de débats politiques généraux sur l'élaboration d'une plate-forme d'action permettant aux étudiants de se lier aux luttes à l'extérieur de l'Université.

La disparition de l'U.N.E.F. comme cadre national de mobilisation ainsi que la multiplication des groupes politiques au sein de l'Université, imposent de susciter la formation de **comités de lutte** unitaires se chargeant des tâches d'animation politique dans les Facultés. La reconstruction nationale du mouvement étudiant et sa liaison avec les luttes extra-universitaires dépendent de la capacité des révolutionnaires à animer et coordonner cette activité dans chaque Faculté.

La jeunesse scolarisée

42. — La jeunesse scolarisée des lycées et des C.E.T. a pris le relais du mouvement étudiant dans la critique pratique de l'institution scolaire et universitaire. Les luttes de la jeunesse scolarisée se sont déclenchées à partir de deux types de problèmes :

— la réaction contre « le racisme anti-jeunes » et la répression policière sous toutes ses formes : contrôles d'identité humiliants, chasse aux cheveux longs, brutalités policières (Guiot, Deshayes) ;

— le refus de la « normalisation » dans les lycées ; lutte contre le rétablissement de l'ordre moral, les brimades de l'administration, mais aussi réaction contre l'ennui, le contenu des cours, les relations maîtres-élèves, l'interdiction des activités politiques dans les établissements.

Dans les C.E.T. et pour la première fois, la jeunesse scolarisée a réagi en tant que future classe travailleuse (« le C.E.T. c'est déjà l'usine ») et remis en cause la discipline abrutissante qui prépare à celle de l'usine, l'idéologie de la concurrence et de la productivité, posant concrètement la nécessité de lier sa lutte à celle de la classe ouvrière.

La tâche des révolutionnaires est d'aider au développement et à la coordination des comités de lutte, à l'unification des actions dans les lycées et dans les C.E.T. ainsi qu'à leur liaison avec celles de la jeunesse ouvrière.

Cela implique la définition d'un programme d'action intégrant les revendications spécifiques de la jeunesse et celles des jeunes en tant que travailleurs futurs.

Les enseignants et l'Ecole Emancipée

43. — La participation de la jeunesse scolarisée à l'activité politique est un facteur déterminant d'évolution et de radicalisation des enseignants. L'attitude face à la lutte des élèves devient une ligne de clivage du corps professoral.

Dans ce secteur, l'existence de l'**Ecole Emancipée** permet aux militants révolutionnaires de développer une critique révolutionnaire de l'Université bourgeoise, de favoriser les actions des élèves et des étudiants, de préparer le débordement des structures syndicales.

Le refus de l'idéologie et de la pratique de la « Participation », le soutien des luttes lycéennes, les actions contre la répression administrative sur les diverses catégories d'auxiliaires conduisent l'Ecole Emancipée à agir indépendamment des structures syndicales.

Cette intervention révolutionnaire à la fois **dans** et **hors** les syndicats, son implantation nationale, permettent à l'Ecole Emancipée d'envisager dès à présent une liaison avec les luttes qui se mènent dans les autres secteurs (classe ouvrière, jeunesse scolarisée, jeunesse ouvrière, paysannerie).

L'Ecole Emancipée démontre la possibilité de constituer des structures unitaires capables d'impulser un débat politique permanent sur tous les problèmes de la lutte révolutionnaire ainsi qu'une intervention **dans** et **hors** les syndicats préparant leur débordement et la constitution au cours de la lutte de masse d'organismes autonomes par rapport aux organisations traditionnelles.

Les couches radicalisées

44. — La restructuration des secteurs économiques (industrie, distribution, agriculture), la généralisation de la consommation pour la consommation, la crise de l'idéologie bourgeoise favorisent l'extension de la critique révolutionnaire pratique à tous les aspects de la vie sociale et la radicalisation de couches considérées jusqu'ici comme marginales, mais qui sont également victimes de la ségrégation sociale.

— **Les jeunes** : la réaction des jeunes en tant que jeunes, que classe d'âge, se manifeste sous différentes formes : révolte contre l'ordre moral existant et les modes de vie qu'il impose, révolte contre le conformisme, refus de l'insertion dans la société et des valeurs morales et culturelles de la bourgeoisie, du cadre familial et de la répression sexuelle, mais aussi

remise en cause de la ségrégation salariale, des conditions de travail et de logement, plus radicale que celle des couches déjà soumises à la production et influencées par l'idéologie réformiste.

Approfondir la révolte de la jeunesse en portant la critique dans les domaines de l'activité sociale et culturelle, la politiser en la reliant à la lutte contre l'organisation capitaliste de la société, aider à la radicalisation des luttes spécifiques de la jeunesse, comme à l'extension de celles que les jeunes engagent en tant que futurs travailleurs, sont des tâches essentielles pour les révolutionnaires.

— **Les femmes** subissent à la fois l'exploitation capitaliste et l'oppression de la famille et de l'idéologie bourgeoise ; elles réagissent non seulement contre la ségrégation salariale et sociale, mais aussi en tant que femmes. Si, comme pour les jeunes, leur lutte en tant que travailleurs dépend des luttes générales de la classe ouvrière, leur combat spécifique en tant que femmes est un facteur de crise sociale et de radicalisation important.

— **Les immigrés** font partie des couches les plus exploitées, mais aussi les plus exposées à la répression patronale et policière. Victimes non seulement du racisme mais de la ségrégation sous toutes ses formes — embauche, salaires, qualifications, logement, loisirs — ils commencent à s'organiser et à mener leurs propres luttes.

Dans une bien plus grande mesure que les travailleurs français, les immigrés ne peuvent espérer une transformation réelle de leurs conditions de vie que d'une lutte de classes bouleversant les rapports sociaux, s'élargissant hors des entreprises (logements, loisirs). Leurs problèmes sont d'essence révolutionnaires. Pour intégrer véritablement les immigrés, les syndicats devraient abandonner toute motivation catégorielle, ce qui est contradictoire à leur fonction. Privés du droit de vote, ils peuvent être difficilement attirés dans le champ politique du P.C.F. Ils sont même amenés à s'opposer parfois aux municipalités communistes dans la lutte pour le logement (foyer d'Ivry).

Notre rôle est d'aider leur combat spécifique à se développer et de lier leur lutte sur les lieux de travail à celle de l'ensemble de la classe ouvrière.

Pour toute correspondance
et commande de brochures, écrire à :

Jacques BLOT, B.P. 158-12, Paris 12^e

C.C.P. La Source 32 730 00

— Série « Organiser le courant marxiste révolutionnaire »

— Directeur de Publication : F. Rutten

Imp. Les Presses Alpha, 26, rue du Delta, Paris-9^e

Prix : 3 F